



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 6 AVRIL 1912.

AVIS DU GOUVERNEMENT

Tous avis, documents ou annonces reçus après midi e jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant mais dans le numéro subséquent.

917

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-cinq mars 1912, de nommer M. Patrick Martin Wickham, gérant, de la cité de Montréal, membre du Conseil de l'Instruction publique.

1423

Québec, 28 mars 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 28 mars 1912, de nommer M. Francis Caouette, cordonnier, conseiller de la municipalité du village de la Providence, comté de Saint-Hyacinthe, en remplacement de M. Joseph Elie Corbeil, en vertu des dispositions de l'article 340 du code municipal.

1399

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du vingt-cinq mars 1912, de nommer M. Louis E. Parent, industriel et maire, du village de Sainte-Agathe des Monts, juge de paix, en vertu de l'article 3361 des S. R. P. Q., 1909, avec juridiction sur les districts de Beauharnois, Joliette, Montréal, Ottawa, Pontiac et Terrebonne.

1403

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 6th APRIL, 1912.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but in the next number.

918

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty fifth of March, 1912, to appoint Mr. Patrick Martin Wickham, manager, of the city of Montreal, a member of the Council of Public Instruction.

1424

Quebec, 28th March, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 28th of March, 1912, to appoint Mr. Francis Caouette, shoemaker, councillor of the municipality of the village of la Providence, county of Saint Hyacinthe, to replace Mr. Joseph Elie Corbeil, under the provisions of article 340 of the municipal code.

1400

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty fifth of March, 1912, to appoint Mr. Louis E. Parent, manufacturer, and mayor of the village of Saint Agathe des Monts, a justice of the peace, under article 3361 of the R. S. P. Q., 1909, with jurisdiction over the districts of Beauharnois, Joliette, Montreal, Ottawa, Pontiac and Terrebonne.

1404

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du quatorze septembre 1905, pour Ham Nord, comté de Wolfe, et de nommer par commission en date du vingt-cinquième jour de mars 1912, MM. Eustache Patry, Joseph Lajeunesse, Honoré Vézina, Alphonse Larose et Napoléon Patry, tous cultivateurs, de Ham Nord, commissaires de la dite cour.

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du six mars 1899, pour le village de Sainte-Agathe des Monts, comté de Terrebonne, et de nommer par commission en date du 25ème jour de mars 1912, MM. L. Etienne Parent et Joseph Lafleur, industriels, Osias Larivière, carrossier, J. C. Paterson, Omer Choquette et Edmond Grignon, tous trois médecins, du village de Sainte-Agathe des Monts, commissaires de la dite cour. 1401

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR** has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the fourteenth of September, 1905, for North Ham, county of Wolfe, and to appoint by commission dated the twenty fifth day of March, 1912, Messrs. Eustache Patry, Joseph Lajeunesse, Honoré Vézina, Alphonse Larose and Napoléon Patry, all farmers, of North Ham, commissioners of the said court.

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR** has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the sixth of March, 1899, for the village of Sainte Agathe des Monts, county of Terrebonne, and to appoint by commission dated the 25th day of March, 1912, Messrs. L. Etienne Parent and Joseph Lafleur, manufacturers, Osias Larivière, coachmaker, J. C. Paterson, Omer Choquet and Edmond Grignon, all three physicians, of the village of Sainte Agathe des Monts, commissioners of the said court. 1402

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

SIR LOMER GOUIN, } **A**TTENDU qu'en
Procureur Général. } vertu des dispositions de l'article 7486 des Statuts refondus de de Québec, 1909, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, un plan de chaque cité, ville, village, paroisse, canton ou partie d'eux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et
3. Toute chose propre à faire comprendre le plan. Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan est indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible ; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

" 2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description

Proclamation

Canada.
Province of
Québec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **W**HEREAS in vir-
Attorney General. } tue of the provisions of article 7486 of the revised statutes of the province of Quebec 1909, it is enacted that the Honorable Minister of Colonization, Mines and Fisheries shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, showing such places and in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of and shewn on the plan to which it refers ;
2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan. Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Minister of Colonization, Mines and Fisheries may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible ; and such date is marked upon it, and the plan which is signed by the Minister of Colonization, Mines and Fisheries remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

" 2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of

de ce lot et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle fait conformément aux prescriptions du présent article.

" Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

" 2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

" 2170. A compter de ce dépôt, le régistrateur doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

" 2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le régistrateur doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro le lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquentement dans les autres livres et registres affectant tel lot de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquentement concernant ce lot.

" 2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-Gouverneur pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

" Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

" 2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont ultérieurement enregistrés.

" 2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut faire déposer au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

" Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront

reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever ; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contiguous thereto ; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

" The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

" As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed ; in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

" 2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the governor in council fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

" 2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immoveables mentioned in the second place in article 2161.

" 2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immoveables by entering under the number of such lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

" 2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

" An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

" 2173. If such renewal be not affected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

" 2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in Council may cause to be filed in the registrar's office of the proper registration division, a correct copy of such plan together with a copy of the book of reference relating thereto.

" The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the

en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2168.

ET ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, un plan et livre de renvoi du cadastre du canton Bouchette, compris dans la division d'enregistrement de Wright.

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par le Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau; et attendu qu'une copie des dits plan et livre de renvoi certifiée par le dit Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, a été déposée dans le bureau d'enregistrement de Wright, et reste ouverte à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir; depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés; et attendu qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, s'est en tout point conformé aux dispositions du dit article 7486 des Statuts Refondus de Québec, 1909, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent:

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite Province, a fixé le sixième jour du mois d'avril prochain, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement de Wright, relativement au cadastre du canton Bouchette, faisant partie de la dite division d'enregistrement:

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit sixième jour du mois d'avril prochain, les dispositions de l'article 2168 du Code civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement, de Wright, relativement au cadastre du canton Bouchette.

Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement de Wright, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit sixième jour du mois d'avril prochain, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELE, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-UNIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent onze, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province

1397

article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference, and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honorable Minister of Colonization, Mines and Fisheries of Our province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, an official plan and book of reference of the cadastre of the township Bouchette, comprised within the registration division of Wright.

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, and remain of record in his office; AND WHEREAS a copy of such plan and book of reference certified by the said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, have been deposited in the registry office of the registration division of Wright, and there remain open to the inspection of the public, during office hours, that is to say: between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and holidays; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries has, in every respect, complied with the provisions of the said article 7486 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto:

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the sixth day of the month of April next, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of Wright, relating to the cadastre of the township Bouchette, forming part of the said registration division:

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said sixth day of the month of April next, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of Wright, relating to the cadastre of the township Bouchette.

And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division of Wright, to renew the same within the period of two years after the said sixth day of the month of April next, on pain of the forfeiture of priority provided in the said civil code.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELE, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY FIRST day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eleven, and in the second year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

1398

Avis du Gouvernement

La compagnie "International Securities Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est MM. Ludwig Frankel et Victor B. Powis, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 27 mars 1912.

La compagnie "The Three Castles Lead Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux prescriptions et aux restrictions des lois de cette province, par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Watson Jackson, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 27 mars 1912.

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Saint-Valier a été licenciée et enregistrée pour faire les affaires dans cette province, d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent sur les bâtisses situées sur les terres imposables dans la municipalité de Saint-Valier.

Le principal bureau de la compagnie est à Saint-Valier, comté de Bellechasse.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-huitième jour de mars 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor.

Québec.

1389

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Sainte-Hénédine" a été licenciée et enregistrée pour faire les affaires dans cette province, d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, sur bâtisses situées sur des terres imposables dans la municipalité de Sainte-Hénédine.

Le principal bureau de la compagnie est à Sainte-Hénédine, comté de Dorchester, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-huitième jour de mars 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des assurances,
Département du Trésor.

Québec.

1387

Avis est par le présent donné que "Le Syndicat National des capitaines de bateaux à vapeur, société de secours mutuels" a été licencié et enregistré comme une association mutuelle de bienfaisance, pour aider au moyen de contributions de ses mem-

Government Notices

The "International Securities Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Messrs. Ludwig Frankel and Victor B. Powis, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 27th March, 1912.

The "Three Castles Lead Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Watson Jackson, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 27th March, 1912.

1392

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Saint-Valier" has been licensed and registered to transact in this province the business of mutual insurance against fire, lightning and wind on buildings situated upon taxable land within the municipality of Saint-Valier.

The head office of the company is at Saint-Valier, county Bellechasse.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty eighth day of March, 1912.

For the Treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec.

1390

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Sainte-Hénédine" has been licensed and registered to transact in this province the business of mutual insurance against fire, lightning and wind of buildings, situated upon taxable land within the municipality of Sainte-Hénédine.

The head office of the company is at Sainte-Hénédine, county Dorchester, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909 this twenty eighth day of March, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec.

1388

Notice is hereby given that the "Syndicat National des capitaines de bateaux à vapeur, Société de Secours Mutuels" has been licensed and registered as a mutual benefit society to provide assistance by means of contributions from its members

bres ceux de ses membres affligés par la maladie, accident ou revers de fortune et en cas de décès, pour leurs veuves, orphelins ou représentants légaux.

Le principal bureau de l'association est dans la cité de Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingtième jour de mars 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor, Québec.

1385

Québec, 26 février 1912.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 17 février 1912, d'autoriser, en faveur de Edouard Archambault, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Denis, comté de Saint-Hyacinthe, la transmission des minutes, répertoire et index de feu A. M. Archambault, en son vivant, notaire, de Saint-Antoine, comté de Verchères, district de Richelieu, conformément aux dispositions du code du notariat.

JEREMIE L. DECARIE,

1383

Secrétaire de la province.

Québec, 2 avril 1912.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph-Eugène-Edgar Laliberté, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant à Warwick, comté d'Arthabaska, district d'Arthabaska, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Edouard-Hippolyte Laliberté, en vertu des dispositions du code du notariat.

1421

Québec, 26 février 1912.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 17 février 1912, d'autoriser, en faveur de J. E. Marcell, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la cité de Montréal, district de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de feu Félix Riéutard, en son vivant, notaire public, de la cité de Montréal, district de Montréal, conformément aux dispositions du code du notariat.

JEREMIE L. DECARIE,

1381

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-sept mars 1912, à la compagnie "C. Meredith & Company, Limited", par lesquelles elle a été autorisée à porter son capital social au montant de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisant le nouveau capital de deux cent mille piastres (\$200,000.00) en deux mille (2,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1395

Sous-secrétaire de la province.

No 583-12.

Département de l'Instruction Publique.

Québec, 28 mars, 1912.

En conformité des dispositions de l'article des S. R. P. Q., le surintendant de l'Instruction publique donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Rivière Bleue, comté de Témiscouata, tout le territoire ci-après désigné :

for those of its members afflicted by sickness, accident or reverses of fortune, and, in case of death, for their widows, orphans or legal representatives.

The head office of the society is in the city of Montreal.

Given pursuant to article 6950, S. R. P. Q., 1909, this twentieth day of March, 1912.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec.

1386

Québec, 26th February, 1912.

Notice is hereby given that His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, has been pleased, on the 17th February, 1912, to authorize in favor of Edouard Archambault, esquire, notary public, practising and residing at Saint Denis, county of Saint Hyacinth, the transfer of the minutes, repertory and index of the late A. M. Archambault, in his lifetime, notary, of Saint Antoine, county of Verchères, district of Richelieu, in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,

1384

Provincial secretary.

Québec, 2nd April, 1912.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Québec, by Joseph-Eugène-Edgar Laliberté, Esquire, notary public residing and practising at Warwick, county of Arthabaska, district of Arthabaska, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Edouard Hippolyte Laliberté, in accordance with the provisions of the Notarial Code.

1422

Québec, 26th February, 1912.

Notice is hereby given that His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Québec, has been pleased, on the 17th of February, 1912, to authorize in favor of J. E. Marcell, Esquire, notary public, practising and residing in the city of Montreal, district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Félix Riéutard, in his lifetime notary public, of the city of Montreal, district of Montreal, in accordance with the provisions of the Notarial Code.

JEREMIE L. DECARIE,

1382

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the twenty seventh day of March, 1912, to "C. Meredith & Company, Limited", by which it has been authorized to bring its capital stock up to the amount of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), dividing the new capital of two hundred thousand dollars (\$200,000.00) into two thousand (2,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1396

Deputy Provincial Secretary.

No. 583-12.

Department of Public Instruction.

In conformity with the provisions of article 2591 of the S. R. P. Q., 1909, the Superintendent of Public Instruction gives notice that application has been made to him, praying for the erection into a separate school municipality under the name of Rivière Bleue, county of Témiscouata, of the whole of the territory hereafter designated

1. Dans le canton Estcourt, comté de Témiscouata, les lots Nos 40 à 60 inclusivement du 3ème rang; les lots Nos 40 à 61 inclusivement du 4ème rang; les lots Nos 40 à 66 inclusivement des 5ème, 6ème, 7ème et 8ème rangs.

2. Dans le canton Botsford, même comté, les lots Nos 1 à 22 inclusivement ainsi que les lots Nos. A et B du 1er rang; les lots Nos 4 à 22 inclusivement du 2ème rang; les lots Nos 9 à 22 inclusivement du 2ème rang; les lots Nos. 1 à 25 inclusivement des 7ème et 8ème rangs;

3. Dans le canton Packington, même comté, les lots Nos 1 à 20 inclusivement des 1er et 2ème rangs;

4. Dans le canton Cabano, même comté, les lots Nos 1 à 12 inclusivement des 9ème, 10ème, 11ème, et 12ème rangs, ainsi que les lots Nos A, B, C du 12ème rang, et le lot No. A du 11ème rang. Tout ce territoire n'appartient à aucune municipalité scolaire. 1405

No 202-11.

Département de l'Instruction Publique.

Québec, 29 mars 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le Surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Boniface-de-Shawinigan, comté de Saint-Maurice, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan, les Nos 4, 5, 6, 7 et 8 du 1er rang, et de les annexer à celle de Sainte-Flore, même comté. 1409

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept mars 1912, constituant en corporation MM. J. L. Lachance, Limitée, marchands de matériaux de construction, J. L. Lachance, président de Cie., Geo. I. Lachance, secrétaire, Madame B. C. Lachance, et J. Eug. Lachance, agent d'assurance, dans les buts suivants :

Acheter et vendre du sable, du ciment, de la pierre, des briques, du bois de construction, des ferronneries et autres matériaux et fournitures nécessaires à la construction;

Fabriquer, acheter ou autrement acquérir et vendre autrement disposer du ciment, de la brique, de la pierre, de l'asphalte et autres matériaux et fournitures de construction;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement des terrains ou tous intérêts sur iceux, ériger et construire des maisons, des bâtisses ou des travaux de toute matière, sur tout terrain de la compagnie ou sur tout autre terrain, et rebâtir, agrandir, réparer et modifier les maisons, bâtisses ou travaux qui s'y trouvent et vendre, louer, hypothéquer ou autrement aliéner les terrains, maisons, bâtisses et autres propriétés de la compagnie.;

Acheter ou autrement acquérir et posséder des actions du capital social ou des bons, obligations ou autres titres de créances appartenant à d'autres corporations et les vendre, céder, transférer, engager ou en disposer, sous le nom de "La Compagnie de Sable Union, Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mars 1912.

1417

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

1. In the township Estcourt, county of Témiscouata, the lots Nos. 40 to 60 inclusively of the 3rd range, the lots Nos. 40 to 61 inclusively of the 4th range, the lots Nos. 40 to 66 inclusively of the 5th, 6th, 7th and 8th ranges;

2. In the township Botsford, same county, the lots Nos. 1 to 22 inclusively, and the lots Nos. A and B of the 1st range, the lots Nos. 9 to 22 inclusively of the 2nd range, the lots Nos. 9 to 22 inclusively of the 3rd range, the lots Nos. 1 to 25 inclusively of the 7th and 8th ranges;

In the township Packington, same county, the lots Nos. 1 to 20 inclusively of the 1st and 2nd ranges;

4. In the township Cabano, same county, the lots Nos. 1 to 12 inclusively of the 9th, 10th, 11th and 12th ranges, and the lots Nos. A, B, C of the 12th range, and the lot No. A of the 11th range. None of the said territory belongs to any school municipality. 1406

No. 202-11.

Department of Public Instruction.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint Boniface de Shawinigan, county of Saint-Maurice, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, the Nos. 4, 5, 6, 7 and 8 of the 1st range, and to annex same to that of Sainte Flore, same county. 1410

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the twenty seventh of March, 1912, incorporating Messrs. J. L. Lachance, Limitée, merchants of building materials, J. L. Lachance, company president, Geo. I. Lachance, secretary, Madame B. C. Lachance and J. Eug. Lachance, insurance agent, for the following purposes :

To purchase and sell sand, cement, stone, brick, lumber, hardware and other building materials and supplies;

To manufacture, purchase or otherwise acquire, sell and dispose of cement, brick, stone, asphalt and other building materials and supplies;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise lands or any interests in same; to erect and build houses, buildings or works of any material, on any land of the company or on any other land, and rebuild, enlarge, repair and alter the houses, buildings or works thereon, and sell, lease, hypothecate or otherwise alienate the lands, houses, buildings and other property of the company;

To purchase or otherwise acquire and hold shares of the capital stock or bonds, debentures or other securities belonging to other corporations and sell, assign, transfer, pledge or dispose of same, under the name of "La Compagnie de Sable Union, Limitée", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of March, 1912.

1418

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit mars 1912, constituant en corporation MM. Joseph Filiatrault, marchand, J. Eugène Fleury, commis, Fidélis Ricard, typographe, A. Adolphe Prieur, employé civil, et Joseph Duhamel, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Promouvoir les arts dramatique et musical, développer le goût pour l'athlétisme et la culture physique, procurer par tous les moyens raisonnables de saines récréations, avec pouvoir d'acquérir, posséder, aliéner et transporter tous les biens meubles et immeubles nécessaires à la poursuite de l'entreprise; de payer tout dividende, service, dette, salaire avec des actions libérées de la corporation; requérir des actionnaires toutes les sommes qu'ils ont souscrites aux époques, aux lieux et aux termes de paiement ou de versement fixés par les directeurs de la corporation, sous le nom de "Association Artistique et Athlétique Ahuntsic Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en huit cents (800) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans le quartier Ahuntsic, cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1415

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mars 1912, constituant en corporation MM. Robert F. Cream, marchand, Raymond B. Lindsay, comptable, Frank Glass, agent d'assurance, Henry Willis, droguiste et William C. Bickell, comptable, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Acquérir et prendre comme une affaire en opération l'entreprise et les affaires maintenant conduites par Robert F. Cream, de la cité de Québec, sous le nom de R. F. Cream & Company, y compris tout l'actif et obligations d'iceux, aux termes et conditions qui peuvent être convenus;

Faire les affaires de marchands en général, faire le commerce de toutes sortes de marchandises;

Faire les affaires de courtiers, marchands à commission et agents en général;

Acheter, vendre et faire le commerce de stocks, obligations et en général toutes les formes de garanties publiques, municipales et commerciales;

Faire les affaires d'agents et de courtiers d'assurance;

Faire les affaires d'immeubles, acquérir, louer, posséder, mettre en opération, construire, améliorer, développer, vendre, échanger des immeubles et droits et intérêt en iceux, ou en disposer autrement;

Hypothéquer, engager, grever tous les immeubles appartenant à la compagnie;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie et octroyer des hypothèques pour garantir tels prêts;

Demander, acheter, louer ou acquérir autrement, et posséder, employer, mettre en opération, vendre, céder toutes marques de commerce, noms de commerce, projets, patentes, inventions, améliorations et procédés employés ou y ayant rapport, ou garantis par lettres patentes, marques de commerce, projets ou licences de la Puissance du Canada ou pays étrangers, sous le nom de "R. F. Cream Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres chacune.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the twenty eighth day of March, 1912, incorporating Messrs. Joseph Filiatrault, merchant, J. Eugène Fleury, clerk, Fidélis Ricard, printer, A. Adolphe Prieur, civil employee, and Joseph Duhamel, clerk, of the city of Montréal, for the following purposes :

To promote dramatic and musical art, culture, procure by any reasonable means healthful recreation, with power to acquire, hold, alienate and transfer any moveable and immovable property necessary for the pursuit of the undertaking; to pay any dividend, service, debt, salary with paid up stock of the corporation; to solicit from the shareholders any sums they have subscribed at the time, place and on the conditions of payment or call determined by the directors of the corporation, under the name of "Association Artistique et Athlétique Ahuntsic Limitée", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in Ahuntsic ward, city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1416

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the twenty seventh March, 1912, incorporating Messrs. Robert F. Cream, merchant, Raymond B. Lindsay, accountant, Frank Glass, insurance agent, Henry Willis, druggist, and William C. Bickell, accountant, of the city of Québec, for the following purposes :

To acquire and take over as a going concern the undertaking and business now carried on by Robert F. Cream, at the city of Québec, under the name of R. F. Cream & Company, including all assets and liabilities thereof, upon such terms and conditions as may be agreed upon;

To carry on the business of general merchants, trading in all kinds of merchandise.

To carry on the business of brokers, commission merchants and general agents;

To buy, sell and deal in stocks, bonds and generally in all forms of public, municipal and commercial securities;

To carry on the business of insurance agents and insurance brokers;

To carry on real estate business, acquire, lease, hold, operate, construct improve, develop, sell, exchange or otherwise dispose of immovable property and rights and interest therein;

To mortgage, pledge, and otherwise charge all real property belonging to the company;

To borrow money on the credit of the company, and to grant mortgages and hypothecs to secure such loans;

To apply for, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, use, operate, and to sell, assign, or otherwise dispose of any trademarks, trade names, designs, patents, inventions, improvements and processes used or connected with, or secured by letters patent, trade marks, designs or licenses of the Dominion of Canada or of foreign countries, under the name of "R. F. Cream, Limited", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred shares (800) of twenty five dollars (\$25.00) each.

Le principal bureau de la corporation sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1373

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1912, constituant en corporation MM. Maxime Huberdeau, courtier, Joseph Alfred Huberdeau, agent, Alexandrine Troie, épouse séparée de biens du dit J. Alfred Huberdeau, du village de Saint-Rémi, comté de Napierville, Abraham Huberdeau, et Edouard Huberdeau, cultivateurs, de la paroisse de Sainte-Philomène, comté de Châteauguay, dans les buts suivants :

Faire la culture et le commerce du ginseng sous toutes ses formes et, à cette fin, acheter tous terrains, matériaux, outillage, et autres accessoires pour l'installation, l'exploitation et l'opération de tout établissement se rapportant à la culture et à la vente du ginseng ;

Acquérir toute exploitation et tout établissement actuellement en opération, ou qui pourraient devenir en opération, se rapportant à la culture et à la vente du ginseng ;

Faire toutes autres affaires qui peuvent paraître à la compagnie, capables d'être faites convenablement en rapport avec les affaires ou objets de la compagnie, ou de nature à augmenter la valeur ou à rendre plus profitables aucune propriété ou aucun droit de la compagnie ;

Employer les fonds de la compagnie à acheter ou acquérir de quelque manière que ce soit, des actions, obligations et autres garanties de toute autre compagnie ou corporation faisant les mêmes affaires que celles que cette compagnie est, par les présentes, autorisée à faire ;

Vendre, louer, échanger, en tout ou en partie, la propriété ou entreprise de la compagnie, pour telles considérations qui peuvent être convenues et en particulier pour actions, débiteures ou garanties dans aucune autre compagnie, ou en disposer autrement ;

S'amalgamer avec tout autre compagnie, ou acquérir et entreprendre tous ou aucune partie des biens, affaires, privilèges, contrats, droits et obligations de toute compagnie, personne, société d'affaires ayant les mêmes objets, en tout ou en partie que ceux de cette compagnie ;

Entrer en société ou consentir aucun autre arrangement pour le partage des profits ou pour une union d'intérêts avec toute personne, société, ou compagnie faisant toutes affaires ou transactions que la compagnie est autorisée à faire ; faire des avances et garantir les contrats et obligations de telle personne ou compagnie et autrement aider telle personne ou compagnie ; prendre, posséder les actions et garantie de toute telle compagnie, voter sur celles et les vendre ou en faire le commerce autrement, le tout sujet aux dispositions de la loi des compagnies ;

Agir comme agent pour toute compagnie, société, ou personne faisant les mêmes affaires ;

Acheter, posséder et vendre des immeubles ;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes patentes, licences et autres choses semblables, conférant un droit exclusif ou non exclusif, limité ou non limité, pour se servir de tout secret ou autre information, quant à toute invention qui peut paraître capable d'être employée pour aucun des objets de la compagnie ou dont l'acquisition peut paraître calculée directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie, et employer, exercer, développer ou octroyer des licences y ayant rapport, ou autrement mettre à profit la propriété, les droits ou informations ainsi acquis ;

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1374

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the twenty third day of March, 1912, incorporating Messrs. Maxime Huberdeau, broker, Joseph Alfred Huberdeau, agent, Alexandrine Troie, wife separated as to property of the said J. Alfred Huberdeau, of the village of Saint Rémi, county of Napierville, Abraham Huberdeau and Edouard Huberdeau, farmers, of the parish of Sainte Philomène, county of Châteauguay, for the following purposes :

To grow and deal in ginseng in all its forms and, for such purpose to purchase any lands, materials, implements and other accessories for the installation, working and operation of any establishment relating to the cultivation and sale of ginseng ;

To acquire any property and any establishment actually in operation or which may become into operation in connection with the cultivation and the sale of ginseng ;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company or calculated to enhance the value or render more profitable any of the company's property or rights ;

To use any of the funds of the company to purchase or acquire in any manner whatsoever shares, bonds and other securities of any other company or corporation carrying on business similar to that which this company is hereby authorized to carry on ;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of in whole or in part the property or undertaking of the company for such considerations as may be agreed on and in particular for shares, debentures or securities in any other company ;

To amalgamate with any other company, or to acquire and undertake all or any part of the assets business, privileges, contracts, rights and liabilities of any company, person, business firm having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or union of interests with any person, firm or company carrying on or engaged in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, and to make advances to and guarantee the contracts and liabilities of and otherwise assist such person or company, and to take, hold and vote on shares and securities of any such company, and to sell or otherwise deal with the same, the whole subject to the provisions of the Companies' Act ;

To act as agents for any company, partnership or person carrying on a similar business ;

To buy, hold and sell real estate ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licences, and the like, conferring and exclusive or non exclusive, limited or unlimited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may be seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licences in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

Payer pour tous services rendus à la compagnie ou pour toute propriété et droits acquis par la compagnie, en la manière qui sera jugée convenable et, en particulier, par l'émission d'actions ou de valeurs de la compagnie, acquittées ou partiellement acquittées ;

Émettre, répartir et délivrer comme acquittées et non appelables ou autrement, des actions, débetures ou autres valeurs de la présente compagnie en paiement de toute propriété ou contrat pour débetures ou valeurs de toute autre compagnie que la compagnie pourra acquérir pour les fins de son industrie sous le nom de "La Compagnie Lafiteau de Ginseng Canadien, Limitée", avec un capital de quatre-vingt-dix mille piastres (\$90,000.00), divisé en neuf cents actions (900) de cent piastres (\$100.00 chacune).

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Rémi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1393

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt mars 1912, constituant en corporation MM. Julien Déguire, Louis Joseph Lafond, Camille L'Heureux, Louis Adélaïde Blanchet et Victor Lamoureux, marchands-tailleurs, de Montréal, dans les buts suivants :

De favoriser et développer entre les membres des rapports plus intimes de camaraderie, et procurer aux membres des moyens de se récréer et de protéger leur commerce en général, meubler, aménager et tenir ouverte et accessible aux membres une maison et logis, acquérir, posséder, céder, aliéner et transporter tous les biens meubles et immeubles qu'elle qu'en soit la valeur et que ce soit dans le but ci-dessus ou pour spéculation, la louer ou s'en servir au bénéfice et dans l'intérêt de l'association ;

L'association ci-dessus consistera dans les membres actuels et dans ceux qui seront élus par la suite ;

Les membres ne seront pas personnellement responsables pour les dettes de l'association ;

Avoir le pouvoir de faire des règlements pour la bonne administration de l'association et la régie de ses membres ;

De protéger le commerce des marchands-tailleurs en général, et aider au progrès et au développement de leur commerce, sous le nom de "L'Association des Marchands Tailleurs de la cité et du district de Montréal, Limitée", avec un capital de mille piastres (\$1,000.00), divisé en mille (1000) actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1301-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de mars 1912, constituant en corporation MM. Francis George Bush, teneur de livres, George Robert Drennan, sténographe, Michael Joseph O'Brien, commis, Herbert William Jackson, commis, et Edward Stuart McDougall, étudiant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder des immeubles ;

Construire des maisons d'habitation et autres bâtisses sur les dits immeubles ou sur toute partie d'iceux ;

Vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger ou autrement faire le commerce des dits immeubles ou toute partie d'iceux et en disposer, et déve-

To pay for any services rendered to and any property and rights acquired by the company in such manner as may be deemed expedient, and in particular by the issue of shares or securities of the company, credited as fully or partly paid up ;

To issue, allot and deliver as paid up and non assessable or otherwise, shares, debentures or other securities of the company in payment for any property or contract, debentures or securities of any other company that the company may acquire for the purposes of its business, under the name of "La Compagnie Lafiteau de Ginseng Canadien, Limitée", with a capital of ninety thousand dollars (\$90,000.00), divided into nine hundred shares (900) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint-Rémi.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1394

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1912, incorporating Messrs Julien Déguire, Louis Joseph Lafond, Camille L'Heureux, Louis Adélaïde Blanchet and Victor Lamoureux, merchant tailors, of Montreal, for the following purposes :

To promote and develop amongst the members more intimate relations of comradeship and procure for them means of recreation, and to protect their business generally, furnish, equip and keep open and accessible for the members a house and lodging, acquire, hold, convey, alienate and transfer any moveable and immovable property of any kind and value whatsoever for the aforesaid purpose or for speculation, lease or make of use of same for the benefit and in the interest of the association ;

The aforesaid association shall consist of the actual members and of those elected hereafter ;

The members shall not be personally liable for the debts of the association ;

To have the power to make by-laws for the proper administration of the association and the government of its members ;

To protect the trade of the merchant tailors generally, and aid in the progress and development of their business, under the name of "L'Association des Marchands Tailleurs de la cité et du district de Montréal, Limitée", with a capital of one thousand dollars (\$1,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1302

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of March, 1912, incorporating Messrs. Francis George Bush, book-keeper, George Robert Drennan, stenographer, Michael Joseph O'Brien, clerk, Herbert William Jackson, clerk, and Edward Stuart McDougall, student, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own real estate ;

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof ;

To sell, lease, convey, mortgage, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate or any portion thereof and to develop, improve and

lopper, améliorer et disposer toute telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie d.s immeubles de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations ;

Avec l'approbation des actionnaires, aider au moyen d'avances ou autrement dans la construction et entretien des chemins, rues, aqueducs, égouts et autres travaux d'amélioration calculés à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et pour augmenter sa valeur ;

Prendre et tenir des hypothèques, obligations, garanties ou charges ou garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou tout argent dû à la compagnie par les acquéreurs ou avancé par la compagnie aux acquéreurs ou autres pour les fins de construction ou autres améliorations ;

Acheter, acquérir, posséder, céder, vendre des actions, stocks, débetures ou garanties dans toute autre compagnie ayant les mêmes objets en tout ou en partie que ceux de cette compagnie ou faisant des affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie et en disposer ;

Vendre aucune partie des immeubles ou autre propriété appartenant à la compagnie pour telles considérations et aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos ou en disposer autrement, et accepter de l'argent, actions, obligations, débetures, stock ou garanties de toute autre compagnie, en paiement ou partie de paiement d'iceux ;

Acquérir et posséder toutes affaires, franchises, entreprise, propriété, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stock, liens et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes à une juste valeur d'iceux ;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou partie de paiement pour tous meubles ou immeubles, droits ou autres biens acquis par la compagnie par aucun titre, ou pour services rendus au moyen d'avancement ou autrement ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement, ou s'amalgamer avec toute personne, société ou corporation faisant les affaires d'objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos, et en paiement de la considération d'icelle, accepter de l'argent, ou au lieu de l'argent, des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre corporation, et distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, de temps en temps, tout argent, actions, obligations, débetures, garanties ou autres biens appartenant à la compagnie ;

Et en général faire toutes autres choses en rapport à la mise en opération des objets de la compagnie, sous le nom de "Riverdale Park Limited", avec un capital total de cent soixante et cinq mille piastres (\$165,000.00), divisé en mille six cent cinquante (1650) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1277.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19^e jour de mars 1912, constituant en corporation MM. Auguste François Revol, industriel, Joseph Quintal, exportateur, Ernest Rémi Décary, notaire, de Montréal, Donald Munro, exportateur, de la ville d'Outremont, et Joseph Alphonse Sauvé, comptable, de Montréal, dans les buts suivants :

lay out any such property in building lots, streets, lanes, square or otherwise ;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements ;

With the approval of the shareholders to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water works, sewers and other works of improvements calculated to render the company's property more accessible, and to enhance its value ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges or secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or any money due to the company from purchasers, or advanced by the company to purchasers or others for building purposes or other improvements ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To sell or otherwise dispose of any portion of the real estate or other property owned by the company for such considerations and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or part payment thereof ;

To acquire and own any business, franchises, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets and other rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof at a fair value thereof ;

To issue fully paid up and non assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or part payment for any real or personal property, rights, or other assets acquired by the company by any title or for services rendered by way of promotion or otherwise ;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem proper, or to amalgamate with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable, and in payment of the consideration therefor to accept cash, or, in lieu of cash, fully paid up and non assessable shares, bonds, debentures or other securities of any corporation and to distribute among the shareholders of the company, from time to time, any specie, shares, bonds, debentures, securities or other property belonging to the company ;

And generally to do all such other things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, under the name of "Riverdale Park, Limited", with a capital stock of one hundred and sixty five thousand dollars (\$165,000.00), divided into one thousand six hundred and fifty (1650) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1278

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 19th day of March, 1912, incorporating Messrs. Auguste Francis Revol, manufacturer, Joseph Quintal, exporter, Ernest Rémi Décary, notary, of Montreal, Donald Munro, exporter, of the town of Outremont, and Joseph Alphonse Sauvé, accountant, of Montreal, for the following purposes :

Exportation du bétail canadien en général et particulièrement en France ;

Exportation des produits canadiens de toute nature en général et particulièrement en France ;

Etablir et maintenir des cours à bestiaux "stock yards", entrepôts, magasins et autres locaux nécessaires ou utiles à ces industries ou commerces ;

Acheter, acquérir et vendre tous bestiaux et produits aux fins ci-dessus mentionnées et en disposer autrement suivant les besoins et les intérêts de la compagnie ;

Acheter et acquérir toutes industries d'une nature semblable et acheter et acquérir tous intérêts ou contrôles dans toute industrie d'une nature semblable et les payer en deniers comptants, obligations ou actions acquittées de la compagnie ;

Conclure des conventions au sujet du partage des bénéfices, de la fusion des intérêts, de la co-opération, des risques communs, des concessions réciproques ou autres avec toute personne, maison ou compagnie exerçant ou à la veille d'exercer ou entreprendre une industrie ou transaction semblable à celles que la présente compagnie est autorisée à exercer ou faire, et avancer des fonds, garantir des contrats ou autrement aider toute telle personne, maison ou compagnie ;

Se fusionner avec toute autre compagnie française dont le but est semblable à celui de la présente compagnie ;

Acheter et détenir des actions, effets ou obligations de toute compagnie engagée dans une industrie de même nature ou ayant des objectifs semblables en tout ou en partie à ceux de la présente compagnie, et les payer en deniers comptants, actions ou obligations de la présente compagnie ou autrement ;

Vendre ou céder la propriété ou l'entreprise de la compagnie en tout ou en partie, pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets, en totalité ou en partie, semblables à ceux de la compagnie ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus concernant la formation et l'avancement de la compagnie et l'administration de ses affaires, sous le nom de "Compagnie Franco & Canada", avec un capital de quinze mille piastres (\$15,000 00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Datée du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mars mil neuf cent douze.

C. J. SIMARD,

1291.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de mars 1912, constituant en corporation MM. Albert Edmund Holt, gentleman, Robertson Macculloch, gentleman, Thomas Chase Casgrain, Conseil en Loi du Roi, Victor Evelyn Mitchell, avocat et Gilbert Sutherland Stairs, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, échange, bail emphytéotique ou ordinaire ou par aucun autre titre légal et posséder, tenir, vendre, louer, sous louer, hypothéquer, engager, aliéner des terrains, bâtisses, servitudes, tenements et héritages et droits sur ceux de toute sorte et description, ou en disposer autrement ou les mettre à profit ;

Changer, améliorer, embellir, démolir, enlever et autrement, faire les affaires avec des bâtisses possédées ou tenues par la compagnie, et bâtir, ériger et construire des bâtisses sur les terrains possédés, loués ou tenus par la compagnie ou dans lesquels la compagnie est intéressée, et maintenir, répa-

To export canadian cattle generally, and particularly to France ;

To export canadian products of every nature generally, and particularly to France ;

To establish and maintain stock yards, warehouses, stores and other premises necessary or useful for the said businesses or undertakings ;

To purchase, acquire and sell any cattle and products for the afore-said mentioned purposes and otherwise dispose of same according to the needs and interests of the company ;

To purchase and acquire any industry of a similar nature and purchase and acquire any interest or control in any business of a like nature, and pay for same in cash, debentures or paid up stock of the company ;

To enter into any arrangements for the sharing of profits, union of interests, cooperation joint adventure, reciprocal concession or other with any person, firm or company engaged in or about to engage in or undertake any business or transaction similar to those which this company is authorized to exercise or carry on, and advance funds to, guarantee the contracts of or otherwise aid any such person, firm or company ;

To amalgamate with any other french company whose purpose is similar to that of this company ;

To purchase and hold the stock, effects or debentures of any company engaged in a similar business or having similar objects in whole or in part to those of this company, and pay for same in cash, shares or debentures of this company, or otherwise ;

To sell or assign the property or undertaking of the company in whole or in part for the compensation the company may deem advisable, and in particular for the shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company ;

To remunerate any person or company for services rendered respecting the formation and advancement of the company and the administration of its business, under the name of "Compagnie Franco & Canada", with a capital of fifteen thousand dollars (\$15 000 00) divided into seven hundred thousand and fifty (750) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1292

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of March, 1912, incorporating Messrs. Albert Edmund Holt, gentleman, Robertson Macculloch, gentleman, Thomas Chase Casgrain, advocate and King's Counsel, Victor Evelyn Mitchell, advocate and Gilbert Sutherland Stairs, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, exchange, lease, emphyteutic or ordinary or by any other legal title and to own, hold, sell, lease, sublet, hypothecate, pledge, alienate or otherwise dispose of or turn to account lands, buildings, easements, tenements and hereditaments and rights therein and thereunto of every kind and description ;

To alter, improve, embellish, demolish, remove and otherwise deal with buildings owned or held by the company and to build, erect and construct buildings on land owned, leased or held by the company or in which the company is interested and to maintain, repair, manage, superintend and operate buildings

rer, conduire, surveiller et mettre en opération les bâtiments possédés ou tenus par la compagnie, et les louer, sous-louer, vendre, hypothéquer, engager, aliéner ou en disposer autrement, et octroyer des beaux ou sous-louer des chambres, bureaux ou appartements en icelles, aux termes et conditions qui peuvent être convenus et pourvoir et fournir aux locataires et autres l'éclairage, chauffage, pouvoir, services, messagers, téléphones, lavoirs, élévateurs, salles de rafraîchissement et d'attente et toutes autres commodités et avantages en usage ou nécessaires et en général faire les affaires de construire, posséder, louer, maintenir et mettre en opération des bureaux et autres bâtiments ;

Engendrer, manufacturer, produire, accumuler, acheter et employer la vapeur, gaz, air comprimé et électricité, les vendre ou en disposer autrement et les fournir pour les fins d'éclairage, chauffage et pouvoir aux occupants de toutes bâtiments possédés ou mises en opération par la compagnie, ou à toutes autres personnes, sociétés ou corporations, dans le district de Montréal, pourvu que les pouvoirs conférés par les présentes à la compagnie, lorsqu'ils seront exercés en dehors de la propriété de la compagnie, soient sujets aux lois provinciales et municipales et règlements à cette fin ;

Maintenir et mettre en opération des hôtels, restaurants et salles de rafraîchissement, et faire en général tout dans toutes ses branches les affaires d'hôteliers et de restaurateurs, sujets aux lois provinciales et locales ;

Placer et faire des affaires avec les argents de la compagnie, non requis immédiatement, en la manière qui peut être déterminée de temps en temps ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou devant être rendus à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Acheter, louer ou acquérir autrement toutes ou aucune partie des affaires, propriété, biens, franchises, clientèle, droits et privilèges avec ou sans la responsabilité des obligations de toute personne, société ou corporation faisant aucune des affaires que la compagnie est autorisée à faire ou possédant une propriété convenable pour les fins de la compagnie de payer pour ceux, soit en tout ou en partie en argent, ou en tout ou en partie en actions, obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie, ou autrement ;

Prendre, acheter ou acquérir par souscription originale ou autrement et de posséder, vendre des actions, stock, obligations, débetures et autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou faisant ou conduisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, ou en disposer autrement, et garantir le capital d'icelle et intérêt et dividendes d'icelui, et voter et agir à l'égard de telle actions par l'entremise de tel agent ou agents que les directeurs peuvent nommer ;

Encourager ou aider à promouvoir toute compagnie pour les fins de la mise en opération de toutes affaires en tout ou en partie semblables à celles de cette compagnie, ou pour les fins d'acquérir tous ou aucun des biens de cette compagnie ou pour toutes autres fins qui peuvent paraître directement ou indirectement calculées pour le bénéfice de cette compagnie ;

Entrer en société ou aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts,

owned or held by the company and to lease, sublet, sell, hypothecate, pledge, alienate or otherwise dispose of the same and to grant leases of or sublet rooms, offices or apartments therein upon such terms and conditions as may be agreed upon and to provide for and supply to tenants and others light, heat, power, attendance, messengers, telephones, lavatories, elevators, refreshment and waiting rooms and all other conveniences and advantages usual or necessary, and generally to carry on the business of building, owning, leasing, maintaining and operating office and other buildings ;

To generate, manufacture, produce, accumulate, purchase and use steam, gas, compressed air and electricity, and to sell or otherwise dispose of and supply the same for light heat and power purposes to the occupants of any buildings owned or operated by the company, or to any other persons, firms or corporations, in the district of Montreal, provided that the powers hereby conferred on the company shall, when exercised outside the property of the company, be subject to provincial and municipal laws and regulations in that behalf ;

To maintain and operate hotels, restaurants and refreshment rooms, and to carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, subject to provincial and local regulations ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of the shares of the guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any bonds, debentures or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company of the conduct of its business ;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, assets, franchises, good-will, rights and privileges with or without assuming the liabilities of an person, firm or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company and to pay therefor either wholly or partly in cash or wholly or partly in shares, bonds, debentures or other securities of the company, or otherwise ;

To take, purchase or acquire by original subscription or otherwise and to hold, sell or otherwise dispose of shares, stock, bonds, debentures and other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on or conducting any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to guarantee the principal thereof and interest and dividends thereon, and to vote and act in respect of such shares through such agent or agents as the directors may appoint ;

To promote or assist in promoting any company for the purpose of carrying on any business altogether or in part similar to that of this company, or for the purpose of acquiring all or any of the property of this company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this Company ;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal con-

co-opération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou être engagée dans toutes affaires ou transactions capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie et lui prêter de l'argent, garantir ses contrats et autrement aider toute telle compagnie ;

S'amalgamer avec toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Entrer en aucun arrangements avec toute autorité municipale, locale ou autrement qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie ou d'aucun d'eux, et promouvoir ou obtenir tout ordre provisoire ou Acte du Parlement ou de toute législature pour autoriser cette compagnie à mettre en opération aucun de ses objets ou pour toutes autres fins qui peuvent être jugées à propos et opposer toutes procédures ou demande qui peuvent paraître, directement ou indirectement, porter préjudice aux intérêts de la compagnie ;

Vendre toute ou aucune partie de la propriété, biens et entreprise de la compagnie, ou en disposer autrement, comme une affaire en opération ou autrement pour telle considération que la compagnie pourra juger à propos, et en particulier en tout ou en partie pour de l'argent, actions acquittées, stock, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie en espèces aucun des biens de la compagnie et en particulier toutes actions, obligations, débetures ou autres garanties dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou que la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer ;

Faire toute ou aucune des susdites choses comme patrons, agents, entrepreneurs, fidéicommiss ou autrement et par l'entremise d'agents, fidéicommiss ou autrement et soit seule ou conjointement avec autres ;

Faire tous les autres actes et choses en rapport et utiles à l'acquisition des susdits objets ou aucun d'eux et de faire toutes affaires soit manufacturées ou autrement en rapport aux fins et objets ci-dessus mentionnés et qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement par la compagnie ou calculés directement ou indirectement pour en augmenter la valeur ou rendre profitable aucun des bien ou droits ;

Il est par le présent déclaré que c'est l'intention que les objets spécifiés dans chaque paragraphe de cette clause ne seront en aucune manière restreints ou limités par rapport aux ou déduction des termes de tout autre paragraphe ou le nom de la compagnie, sous le nom de "The Royal Trust Realty Company", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1309

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et unième jour de mars 1912, constituant en corporation MM.J. Antoine Gauvin, pharmacien, Joseph Octave Goyette, médecin, Montréal, L. Wilfrid Gauvin, de Maisonneuve, agent, Pierre Paul Renaud, médecin, Arthur Gagné, avocat, de Montréal, dans les buts suivants :

cession or otherwise with any company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to lend money to, guarantee the contracts of and otherwise assist any such company ;

To amalgamate with any company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To enter into any arrangements with any authorities municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to promote or obtain any provisional order or Act of Parliament or of any legislature for enabling this company to carry any of its objects into effect or for any other purpose which may seem expedient and to oppose any proceedings or application which may seem directly or indirectly to prejudice the company's interests ;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets and undertaking of the company as a going concern or otherwise for such consideration as the company may think fit, and in particular in whole or in part for cash, paid up shares, stock, bonds, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures or other securities in other companies belonging to the company or which the company may have the power to dispose of ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, trustees or otherwise and by or through agents, trustees or otherwise and either alone or in conjunction with others ;

To do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them and to carry on any business whether manufacturing or otherwise germane to the purposes and objects above set forth and which may seem to the company capable of being conveniently carried on by the company or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of its properties or rights ;

It is hereby declared to be the intention that the objects specified in each paragraph of this clause shall be in no wise restricted or limited by reference to or inference from the terms of any other paragraph or the name of the company, under the name of "The Royal Trust Realty Company", with a capital of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand shares (5,000) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated of the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1310

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of March, 1912, incorporating Messrs. J. Antoine Gauvin, druggist, Joseph Octave Goyette, physician, Montreal, L. Wilfrid Gauvin, agent, of Maisonneuve, Pierre Paul Renaud, physician, Arthur Gagné, advocate, of Montreal, for the following purposes :

Acquérir par achat, bail, échange, ou autrement et détenir, améliorer, subdiviser, bâtir, utiliser, administrer, louer, vendre, échanger et disposer de tous genres d'immeubles et propriété immobilière;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'échange, la location d'immeubles ou pour autres transactions de même nature;

Faire les opérations d'agents et de courtiers de toute espèce d'assurance;

A faire fonction d'agence ou compagnie pour agir au nom d'autres qui pourront lui confier de l'argent pour des fins de prêt ou de placement; à assurer aussi le remboursement du capital et le paiement de l'intérêt ou des deux, de toutes sommes confiées à la compagnie pour être placées, et pour protéger la compagnie contre toute perte sur toute garantie, obligation ou avance faite par la compagnie; à recevoir toutes sortes de dettes actives ou valeurs qui sont transportées ou cédées à la dite compagnie, ou engagées ou hypothéquées en sa faveur ou entreposées chez celle-ci; à agir comme agent pour toute débenture, obligation, hypothèque ou autre valeur émise suivant la loi pour toute corporation municipale ou pour toute autre corporation constituée dans la province de Québec ou de la Puissance;

Faire la collection et perception de deniers, loyers, billets promissaires, comptes, hypothèques, coupons et autres valeurs;

Prêter de l'argent aux clients, détenteurs de lots et autres personnes ayant des affaires avec la compagnie;

Faire en son nom corporatif des opérations de prêts et placements de toutes sortes, excepté le commerce de banque;

Prendre et posséder des hypothèques sur biens fonds ou autres sortes d'obligations, sur la garantie desquelles elle veut prêter ses capitaux;

Posséder sous tous rapports, en ce qui regarde le prêt et le placement de ses capitaux et ses affaires, les mêmes pouvoirs et privilèges qu'un particulier peut avoir;

Pouvoir recevoir des argents ou toutes sommes de deniers de personnes ou corporations qui désirent les prêter sur hypothèques et effectuer de tels prêts et placements;

Emettre des actions acquittées de la compagnie en paiement de tous biens meubles ou immeubles que la compagnie peut ou pourra acquérir;

Faire, émettre, donner, accepter, endosser, escompter des billets promissaires, traites, ou autres effets négociables;

Assumer et payer tout lien, hypothèque ou autre charge qui pourraient exister sur des immeubles que la compagnie achètera;

Acquérir et détenir toutes actions ou débentures dans d'autres compagnies et en disposer par aliénation ou autrement, sous le nom de "Prêt Immobilier, Limitée", avec un capital de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1323

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt mars 1912, à la compagnie "La Vie" par lesquelles elle a été autorisée à augmenter son fonds social jusqu'au montant de quarante-cinq mille piastres (\$45 000 00) divisant le nouveau fonds social de vingt mille piastres (\$20 000 00), en

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and hold, improve, subdivide, build, utilize, manage, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of immovables and moveables and immoveable property;

To act as agent and brokers for the purchase, sale, exchange, leasing of immovables or for other transactions of a similar nature;

To carry on operations as agents and brokers for any kind of insurance;

To operate as an agency or company to act in the name of others who may confide money to it for the purposes of loan or investment; to insure also the reimbursement of the capital and the payment of the interest or both, of any sums intrusted to the company for investment, and to protect the company against any loss on any security, obligation or advance made by the company; to receive any kind of assets or securities transferred or conveyed to the said company or pledged or hypothecated in its favor or deposited with it; to act as agent for any debenture, bond, hypothec or other security issued according to law for any municipal corporation or for any other corporation incorporated in the province of Quebec or the Dominion;

To collect and gather money, rents, promissory notes, accounts, hypothecs, coupons and other securities;

To loan money to clients, holders of lots and other persons doing business with the company;

To carry on under its corporate name loan and investment operations of all kinds excepting the banking business;

To take and hold hypothecs on real estate or other kinds of securities on the guarantee of which it wishes to loan its capital;

To hold in all respects regarding the loan and the investment of its capital and business the same powers and privileges as an individual may have;

To have power to receive money or any sums of money from persons or corporations desirous of loaning same on hypothec, and negotiate such loans and investments;

To issue paid up shares of the company in payment for any moveable or immoveable property that the company may or shall acquire;

To make issue, give, accept, endorse, discount promissory notes, drafts or other negotiable instruments;

To assume and pay and lien, hypothec or other charge which may exist on immovables that the company shall purchase;

To acquire and hold any stock or debentures in other companies and dispose thereof by alienation or otherwise, under the name of "Pret Immobilier, Limitée", with a capital of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred shares (500) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated of the office of the Provincial Secretary, the twenty first day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1324

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1912, to the company "La Vie", by which it has been authorized to increase its capital stock up to the amount of forty five thousand dollars (\$45,000 00), dividing the new capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000 00)

mille (1000) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,
1307.2 Sous-secrétaire de la province.

2455.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 27 mars 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591, S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Raymond, paroisse, comté de Portneuf, les biens fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, l s Nos 567 et 568, et de les annexer à celle de Saint-Raymond, village.

1331.2

No 4261-11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 27 mars 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., de 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire d'Hochelaga, comté d'Hochelaga, tout le territoire assigné à la paroisse de Saint-Anselme, par décret canonique publié dans la "Gazette officielle" du 18 mars 1911, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Anselme.

1329.2

No 2731-11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 22 mars 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Cœur-de-Marie, comté de Mégantic, tout le territoire compris dans les limites assignées au village de Robertsonville par proclamation publiée dans la "Gazette Officielle" du 7 août 1909, de plus, la demie sud-ouest du lot No 7, le lot No 8, et la demie nord-est du lot No 9, du 5e rang du canton Thetford; le lot No 8, et la demie nord-est du lot No 9, du 6ème rang, du même canton, et d'ériger le tout en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Robertsonville", même comté.

1293.2

Québec, 22 mars 1912.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par J. Aimé Lussier, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la ville de Saint-Jean, comté de Saint-Jean, district d'Iberville, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu le notaire J. A. Fournier, en son vivant demeurant et pratiquant à l'endroit susdit, le tout conformément aux dispositions du code du notariat.

1275.2

Québec, 23 mars 1912.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accorder en faveur de Joseph-Marie Savignac, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la cité de Montréal, district de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de feu le notaire Césaire-Ernest Germain, en vertu des dispositions du code du notariat.

1321.2

into one thousand (1000) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of March, 1912.

C. J. SIMARD,
1308 Deputy Provincial Secretary.

2455.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 27th March, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint-Raymond, parish, county of Portneuf, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint-Raymond, the Nos. 567 and 568, and to annex same to that of Saint-Raymond village.

1332

No. 4261-11

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 27th March, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Hochelaga, county of Hochelaga, the whole of the territory assigned to the parish of Saint-Anselme by canonical decree published in the "Official Gazette" of the 18th March, 1911, and to erect same into a separate school municipality, under the name of Saint-Anselme.

1330

No. 2731.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 22nd March, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint-Cœur-de-Marie, county of Mégantic, the whole of the territory comprised within the limits assigned to the village of Robertsonville by proclamation published in the "Official Gazette" of the 7th August, 1909, moreover, the south west half of lot No. 7, lot No. 8, and the north east half of lot No. 9, of the 5th range of the township of Thetford, lot No. 8 and the north east half of lot No. 9 of the 6th range of the same township, and to erect the whole into a separate school municipality, under the name of "Robertsonville", same county.

1294

Quebec 22nd March, 1912.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by J. Aimé Lussier, esquire, notary public, practising and residing in the town of Saint John's, county of Saint John's, district of Iberville, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late notary J. A. Fournier, in his lifetime notary public, practising and residing at the aforesaid place, the who'e in accordance with the provisions of the notarial code.

1276

Quebec, 26th March, 1912.

Notice is hereby given that His Honour the Lieutenant Governor of the province of Quebec, has been pleased to authorize in favor of Joseph-Marie Savignac, esquire, notary public, practising and residing in the city of Montreal, district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the late notary Césaire-Ernest Germain, in accordance with the provisions of the notarial code.

1322

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers du pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session récéder de la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the

règlements de cette Chambre, ni être vu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

919

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3 Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a bill of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

920

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

6. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclu-

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns" Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be; but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or

sif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelqu'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et verser le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,

921

Greffier de l'Assemblée Législative.

ERRATUM.

A la page 693, de la "Gazette Officielle" du vingt-troisième jour de mars 1912, aux Nos 1209-10, et à la page 714, aux Nos 1209-10, du trente mars, dans les lettres patentes de "The Saint-Maurice Forest Protective Association Limited", lisez divisé en dix mille (10,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune au lieu de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour d'avril 1912. 1419

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } Cour Supérieure.
No 2168.

Dame Dorothee Racine dit Beauchesne, de la paroisse de Saint-Anicet, dit district, épouse commune en biens de Hector Quesnel, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Hector Quesnel, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

J. ALEX. LEGAULT,
Avocat de la demanderesse.

Valleyfield, 8 mars 1912.

1299.2

corporate advantage, or for any amendment of by existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. P. GEOFFRION,

922

Clerk of the Legislative Assembly.

ERRATUM.

On page 693 of the "Official Gazette" of the twenty third day of March, 1912, at Nos. 1209-10, and on page 714 at Nos. 1209-10, of the thirtieth of March, in the letters patent of "The Saint Maurice Forest Protective Association, Limited", read divided into ten thousand (10,000) shares of ten dollars (\$10.00) each instead of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of April, 1912. 1420

Miscellaneous Notices

Province of Québec, }
District of Beauharnois. } Superior Court.
No. 2168.

Dame Dorothee Racine, dit Beauchesne, of the parish of Saint Anicet, said district, wife common as to property of Hector Quesnel, farmer, of the same place, and duly authorized to "ester en justice", Plaintiff;

vs

The said Hector Quesnel, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

J. ALEX. LEGAULT,
Attorney for plaintiff.

Valleyfield, 8th March, 1912.

1300

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1777.

Dame Clara Baribeau, épouse commune en biens de Ernest Picard, boucher, tous deux des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Ernest Picard, boucher, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22 mars 1912.

C. A. ARCHAMBAULT,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 22 mars 1912. 1279.2

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 6144.

Dame Elodia Lamarche, de la paroisse de Saint-Alexis, dans le district de Joliette, épouse d'Alcide Roy, briqueteur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Alcide Roy, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour.

ERNEST HEBERT,
Avocat de la demanderesse.

Joliette, 22 février 1912. 973.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Alice Lemieux, des cité et district de Montréal, épouse de Donat Ouellette, bourgeois, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Donat Ouellette, bourgeois, du même lieu ; Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 6 mars 1912.

JALBERT PILON,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 6 mars 1912. 1067.4

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dame Gertrude Mabel Smith, épouse de Alby W. Wheeler, du canton de Eaton, dans le district de Saint-François, commerçant, Demanderesse ;

vs

Le dit Alby W. Wheeler, Défendeur.

Une action en séparation de biens contre le défendeur a été instituée dans cette cause, le 6e jour de mars 1912.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 6 mars 1912. 1061.4

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 118.

Dame Fanny Kindelston, de la ville de Montmagny, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Charles Kleiner, marchand, du même lieu.

MAURICE ROUSSEAU,
Procureur de la demanderesse.

Montmagny, 22 février 1912. 981.5

Province de Québec.—District de Saint-François.—No 941.—Dame Winnifred P. Coates, épouse de Martin H. Olson, du canton de Marston, dit district, commerçant de bois, autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari. Sherbrooke, le 28 février 1912, J. Nicol, procureur de la demanderesse. 1023.5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 1777.

Dame Clara Baribeau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Ernest Picard, butcher, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

Ernest Picard, butcher, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 22nd of March, 1912.

C. A. ARCHAMBAULT,
Attorney for the plaintiff.

Montreal, 22nd March, 1912. 1280

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 6144.

Dame Elodia Lamarche, of the parish of Saint-Alexis, in the district of Joliette, wife of Alcide Roy, bricklayer, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Alcide Roy, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day.

ERNEST HEBERT,
Attorney, for plaintiff.

Joliette, 22nd February, 1912. 974

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Alice Lemieux, of the city and district of Montreal, wife of Donat Ouellette, yeoman, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Donat Ouellette, yeoman, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been taken in this case, on the 6th of March, 1912.

JALBERT PILON,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 6 March, 1912. 1068

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

Dame Gertrude Mabel Smith, wife of Alby W. Wheeler, of the township of Eaton, in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff ;

vs

The said Alby W. Wheeler, Defendant.

An action for separation as to property against the defendant has been instituted in this cause, on the 6th day of March, 1912.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 6th March, 1912. 1062

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 118.

Dame Fanny Kindelston, of the town of Montmagny, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Charles Kleiner, of the same place, merchant.

MAURICE ROUSSEAU,
Attorney for plaintiff.

Montmagny, 22nd February, 1912. 982

Province of Quebec.—District of Saint Francis.—No. 941.—Dame Winnifred P. Coates, wife of Martin H. Olson, of the township of Marston, said district, wood dealer, authorized "à ester en justice", has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband. Sherbrooke, 28th February, 1912. J. Nicol, attorney for plaintiff. 1024

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 111.

Dame Obéline Dion, de la paroisse du Cap Saint-Ignace, district de Montmagny, a, ce jour, instituée une action en séparation de corps et de biens contre son mari, Joseph Lemieux, cultivateur, ci-devant du même lieu, et maintenant de la paroisse de Saint-Thomas.

MAURICE ROUSSEAU,
Procureur de la demanderesse.
Montmagny, 12 février 1912. 979.5

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 937.

Dame Fimina Jutras, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, épouse commune en biens de Henri Cardinal, ouvrier, de la dite cité, a, le vingt-sixième jour de février mil neuf cent douze, institué une action en séparation de corps et de biens contre son dit époux.

PANNETON & LEBLANC,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 29 février 1912. 977.5

Province de Québec, district des Trois-Rivières, No 365. Dame Clara Leblanc, de la cité des Trois-Rivières, épouse commune en biens de Alphonse Dureau, restaurateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre le dit Alphonse Dureau, son époux. Trois-Rivières, ce 4 mars 1912. Desilets & Desilets, procureurs de la demanderesse. 1085.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 4050.

Dame Florence Mabel Love, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de George Frederick Cowper, du même lieu, voyageur et agent, Demanderesse ;

vs
Le dit George Frederick Cowper, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause, le 29 février 1912.

PATTERSON & JENKINS,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 29 février 1912. 975.5

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 33.

Dme Melina alias Minna Fregeau, épouse commune en biens de Emile Charles Caron, manufacturier, de Rougemont, dit district, dûment autorisé à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Emile Charles Caron, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 15 mars 1912.

BERNARD & GADBOIS,
Avocats de la demanderesse.
11, Place d'Armes, Montréal.
Saint-Hyacinthe, 15 mars 1912. 1273.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 973.

Dame Julia Thibault, épouse de Hormisdas Brisebois, agent, de la cité de Montréal et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Le dit Hormisdas Brisebois, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

FAUTEUX & FAUTEUX,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 19 mars 1912. 1243.3

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 111.

Dame Obéline Dion, of the parish of Cap Saint Ignace, district of Montmagny, has, this day, instituted an action for separation as to property and bed and board against her husband, Joseph Lemieux, farmer, heretofore of the same place and now of the parish of Saint Thomas.

MAURICE ROUSSEAU,
Attorney of plaintiff.
Montmagny, 12th February, 1912. 980

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 937.

Dame Fimina Jutras, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, wife "commune en biens" of Henri Cardinal, carpenter, of the said place, has, on the 26th day of February, one thousand nine hundred and twelve, instituted an action for separation from bed and board and property against her said husband.

PANNETON & LEBLANC,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 29th February, 1912. 978

Province of Quebec, district of Three Rivers, No. 365. Dame Clara Leblanc, wife common as to property of Alphonse Dureau, eating house keeper, of the city of Three Rivers, judicially authorized to "ester en justice", has instituted, to day, an action for separation as to property and from bed and board against the said Alphonse Dureau, her husband. Three Rivers, 4th March, 1912. Desilets & Desilets, attorneys for plaintiff. 1086

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 4050.

Dame Florence Mabel Love, of the city of Montreal, wife common as to property of George Frederick Cowper, of the same place, traveller and agent, Plaintiff ;

vs
The said George Frederick Cowper, Defendant.
An action in separation as to property was instituted in this cause, 29th February, 1912.

PATTERSON & JENKINS,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 29th February, 1912. 976

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 33.

Dme Melina alias Minna Fregeau, wife common as to property of Emile Charles Caron, manufacturer, of Rougemont, said district, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs
The said Emile Charles Caron, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 15th March, 1912.

BERNARD & GADBOIS,
Attorneys for plaintiff.
11, Place d'Armes, Montreal.
Saint Hyacinth, 15th March, 1912. 1274

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 873.

Dame Julia Thibault, wife of Hormisdas Brisebois, agent, of the city of Montreal, duly authorized to "ester en justice" Plaintiff ; vs The said Hormisdas Brisebois, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

FAUTEUX & FAUTEUX,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 19th March, 1912. 1244

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 680.

Dame Mélarie Dufour, épouse commune en biens
de Francis Boileau, plâtrier, dûment autorisée,
à ester en justice, des cité et district de Montréal,
Demanderesse ;

vs

Le dit Francis Boileau, du même lieu,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le septième jour de mars 1912.

J. A. BELANGER,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 7 mars 1912.

1343.2

Vente par encan

Le 9e jour de mai 1912, à Montréal, "The Canadian, American and National Express Companies" vendront les effets non réclamés en leur possession depuis avant le 1er avril 1911, dans leurs divisions respectives.

P. A. PATERSON,

1285.2

Surintendant.

Requête

Avis est par le présent donné que conformément aux dispositions des articles 4391 à 4403 inclusive-ment, des statuts refondus de la province de Québec, une requête sera présentée au lieutenant-gouverneur en conseil par la "Verdun Baptist Church", dans la ville de Verdun, demandant l'incorporation en vertu des dispositions des dits articles, et que la dite requête sera ainsi présentée le premier jour de mai prochain ou aussitôt après que les dits requérants pourront être entendus.

BARRON & CUSHING,

Notaires publics pour les requérants.

Montréal, 20 mars 1912.

1223.3

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe } *Cour Supérieure.*
No 91.

L. J. Kéroack, marchand, du village d'Upton, dit district,
Requérant cession :

vs

Valmore Gingras, marchand, du même lieu.

Cédant.

Un premier et final bordereau de collocations a été préparé en cette affaire, et sera payable le et après le quinze avril 1912.

JULES ST. GERMAIN,

Curateur.

Saint-Hyacinthe, 28 mars 1912.

1379

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 266.

Dans l'affaire de Joseph I. Michaud, marchand, de la ville de Thetford Mines. Insolvable ;

et

Désiré Houde, médecin, de la ville de Thetford Mines, Créancier requérant cession.

Avis est par les présentes donné que le débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 680.

Dame Mélanie Dufour, wife common as to property
of Francis Boileau, plasterer, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Francis Boileau, of the same place,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, the 7th day of March, 1912.

J. A. BELANGER,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 7th March, 1912.

1344

Auction Sale

On 9th May, 1912, at Montreal, the Canadian, American and National Express Companies will sell unclaimed shipments which have been on hand since previous to 1st April, 1911, in their respective divisions.

P. A. PATERSON,

1286

Superintendent.

Petition

Notice is hereby given that in accordance with the provisions of articles 4391 to 4403 inclusive, of the revised statutes of the province of Quebec, a petition will be presented to the Lieutenant Governor in council, by the "Verdun Baptist Church", in the town of Verdun, praying for incorporation under the provisions of the said articles, and that the said petition will be so presented on the first day of May next, as soon thereafter as the said petitioners can be heard.

BARRON & CUSHING,

Notaries public for the petitioners.

Montreal, 20th March, 1912.

1224

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinthe. } *Superior Court.*
No. 91.

L. J. Kéroack, of the village of Upton, in the said district, merchant,
Plaintiff ;

vs

Valmore Gingras, the same place, merchant,

Insolvent.

A first and final dividend sheet has been declared in this matter, and shall be payable on and after the fifteen April, 1912.

JULES ST. GERMAIN,

Curator,

Saint Hyacinthe, 23rd April, 1912.

1380

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 266.

In the matter of Joseph I. Michaud, merchant, of the town of Thetford Mines, Insolvent ;

and

Désiré Houde, physician, of the town of Thetford Mines, Creditor, petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the above named, has, this day, made a judicial abandonment of all

pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du
protonotaire de la cour supérieure, à Arthabaska.

J. ANDRÉ BOUCHER,
Gardien provisoire.

Arthabaska, 28 mars 1912. 1375

Province of Quebec, }
District of Gaspé. } *Superior Court.—Perce*
Dans l'affaire de Charles Brien, ci-devant de Gaspé
Harbour, dans le comté de Gaspé, manufacturier
de bois, Insolvent.
Avis est par le présent donné que j'ai été, ce jour,
nommé curateur aux biens du dit insolvable.

JAS. T. TUZO,
Gardien provisoire.

Perce, 26 mars 1912. 1411

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 57.

Dans l'affaire de Malcolm Ross S. Stewart, mar-
chand de chaussures, Montréal.

Avis est par le présent donné que, le 28^e jour de
mars 1912, par ordre de la cour, le soussigné a été
nommé curateur des biens du dit Malcolm Ross S.
Stewart, qui en a fait un abandon judiciaire pour
le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être dé-
posées devant moi, sous trente jours de la date de
cette avis.

ROBERT MILLER,
Comptable licencié, curateur.
Bureau de MM. Robert Miller & Co.,
Quebec Bank Building.
Montréal, 28 mars 1912. 1377

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 62.

Norman G. McGlashan, colporteur, de Montréal,
Failli.

Le failli a fait cession de ses biens le 1^{er} avril
1912, et j'ai été nommé gardien provisoire.

R. ERNEST LUNHAM.
Montréal, 2 avril 1912. 1429

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. Camille Archambault, marchand
de tabac, Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a
été préparé en cette affaire, et sera payable à mon
bureau le ou après le 23^{ème} jour d'avril 1912.

Toute contestation de tel dividende doit être dé-
posée entre mes mains avant la date ci-haut men-
tionnée.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curateur.
11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 6 avril 1912. 1433

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Adéard Larivière, maître-boucher,
de la cité de Salaberry de Valleyfield, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende
a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objec-
tion jusqu'au 23^{ème} jour d'avril 1912, après lequel
jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curateur.
11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 6 avril 1912. 1435

assets for the benefit of his creditors, at the office
of the prothonotary of the superior court of Artha-
baska.

J. ANDRÉ BOUCHER,
Provisional guardian.
Arthabaska, 28th March, 1912. 1376

Province of Quebec, }
District of Gaspé. } *Superior Court.—Perce.*
In the matter of Charles Brien, heretofore of Gaspé
Harbour, in the county of Gaspé, lumber manu-
facturer, Insolvent.
Notice is hereby given that I have, this day, been
appointed curator to the property of the said
insolvent.

JAS. T. TUZO,
Provisional guardian.
Perce, 25th March, 1912. 1412

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 57.

In the matter of Malcolm Ross S. Stewart, boot &
shoe merchant, Montreal.

Notice is hereby given that, on the 28th day of
March, 1912, by the order of the court, the under-
signed was appointed curator to the property of
the said Malcolm Ross S. Stewart, who has made
a judicial abandonment of his property, for the
benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within
thirty days from the date of this notice.

ROBERT MILLER,
Chartered accountant, curator.
Office of Messrs. Robert Miller & Co.,
Quebec Bank Building.
Montreal, 28th March, 1912. 1378

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 62.

Norman G. McGlashan, pedlar, of Montreal,
Insolvent.

The insolvent has made an abandonment of his
property on the first day April, 1912, and I have
been appointed provisional guardian.

R. ERNEST LUNHAM.
Montreal, 2nd April, 1912. 1430

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of J. Camille Archambault, tobacco
merchant, Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been pre-
pared in this matter, and will be payable at my
office, on and after the 23rd day of April, 1912.

Any contestation of the said dividend must be
filed with me before the above mentioned date.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curator.
11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 6th April, 1912. 1434

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court*
In the matter of Adéard Larivière, master butcher,
of the city of Salaberry de Valleyfield, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared
in this matter, which will be open to objection
until the 23rd day of April, 1912, after which date
the dividend will be payable at my office.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curator.
11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 6th April, 1912. 1436

En Liquidations

ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
No 4487

Dans l'affaire de La Cie de Biscuits de Rimouski,
En liquidation.

AVIS.

Conformément à l'article 7554 des Statuts refondus de la province de Québec de 1909, les soussignés donnent avis :

1° Que les biens meubles de La Cie de Biscuits de Rimouski, en liquidation, ont été vendus par les soussignés, le 19 mars 1912, aux enchères publiques et adjugés à H. C. Lepage et J. A. Talbot, de la ville de Rimouski.

2° Que une copie de l'acte de vente a été passé devant L. de G. Belzile, notaire, à Rimouski, le 19 mars 1912, et a été déposé au bureau des soussignés ainsi que le certificat du registraire concernant les dits immeubles.

3° Que la dite compagnie en liquidation a possédé les dits immeubles pendant les trois dernières années.

4° Que dans les 15 jours suivant la dernière assertion du présent avis, tout créancier de la dite compagnie et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur les immeubles vendus, auront le droit de surenchérir de la manière indiquée aux articles 7555 et 7556 des statuts refondus de la province de Québec de 1909.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Liquidateurs conjoints.

Bureau : 125, rue Saint-Pierre,
Québec.

Québec, 19 mars 1912.

1255.3

ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 841.

Dans l'affaire de The Boston Asbestos Company,
En liquidation.

Conformément à l'article 7554 des Statuts Refondus de la province de Québec de 1909, les soussignés donnent avis :

1. Que les biens immeubles de The Boston Asbestos Company, en liquidation, ont été vendus par les soussignés, le 15 février 1912, aux enchères publiques et adjugés à Joseph Dodier, de la paroisse de Saint-Adolphe de Dudawell.

2. Que une copie de l'acte de vente a été passé devant M^{re} H. O. Roy, notaire, à Québec, le 1er mars 1912, et a été déposé au bureau des soussignés ainsi que le certificat du registraire concernant les dits immeubles.

3. Que la dite compagnie en liquidation a possédé les dits immeubles pendant les trois dernières années.

4. Que dans les 15 jours suivant la dernière insertion du présent avis, tout créancier de la dite compagnie et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur les immeubles vendus auront le droit de surenchérir de la manière indiquée aux articles 7555 et 7556 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Liquidateurs conjoints.

Québec, 1er mars 1912.

971.5

In Liquidations

WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
No. 4487.

In the matter of "La Cie de Biscuits de Rimouski,"
En liquidation.

NOTICE.

In conformity with article 7554 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, the undersigned give notice :

1. That the immoveable property of "La Cie de Biscuits de Rimouski", in liquidation, has been sold by the undersigned, on the 19th March, 1912, at public auction, and adjudged to H. C. Lepage and J. A. Talbot, of the town of Rimouski.

2 That a copy of the deed of sale has been made before M^{re} L. de G. Belzile, notary, at Rimouski, on the 19th March, 1912, and has been deposited at the office of the undersigned with the registrar's certificate respecting the said immoveable property.

2. That the said company in liquidation has owned the said immoveable property during the last three years.

4. That during the 15 days following the last insertion of the present notice, any creditor of the said company, and any person having hypothecary or real rights upon the immoveable property sold, have the right to offer a higher bid in the manner indicated in articles 7555 and 7556 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Joint liquidators.

Office : 125, Saint Peter street,
Quebec.

Quebec, 19th March, 1912.

1256

WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 841.

In the matter of The Boston Asbestos Company,
In liquidation.

In conformity with article 7554 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, the undersigned give notice :

1. That the immoveable property of The Boston Asbestos Company, in liquidation, has been sold by the undersigned, on the 15th February, 1912, at public auction, and adjudged to Joseph Dodier, of the parish of Saint Adolphe de Dudawell.

2. That a copy of the deed of sale, has been made before M^{re} H. O. Roy, notary, at Quebec, on the 1st March, 1912, and has been deposited at the office of the undersigned with the registrar's certificate respecting the said immoveable property.

3. That the said company in liquidation has owned the said immoveable property during the last three years.

4. That during the 15 days following the last insertion of the present notice, any creditor of the said company, and any person having hypothecary or real rights upon the immoveable property sold have the right to offer a higher bid in the manner indicated in articles 7555 and 7556 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Joint liquidators.

Quebec, 1st March, 1912.

972

Ordre de Cour

Province de Québec, }
District de Montréal. }
No 8099. } *Cour de Circuit pour le*
district de Montréal.

Le 26^e jour de mars 1912.

Présent : l'honorable M. le juge Purcell.

B. Gross, Demandeur ;

vs

O. Chartrand, Défendeur ;

et

Henry Wemfield, Avocat distayant ;

et

The Saint Louis Preserving Company,

Opposants afin de conserver.

La cour ordonne que, par un avis dans les langues française et anglaise, à être publié deux fois dans la "Gazette officielle de Québec", les créanciers du dit O. Chartrand, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du greffier de cette cour, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion de tel avis dans la dite Gazette, accompagnées d'un état ou compte assermenté en conformité aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

(Par ordre)

J. CARTIER,

Dép. G. C. C.

1313.2

Licitation

Province de Québec, }
District d'Iberville. }
No 120. } *Cour Supérieure.*

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Saint-Jean, dans le district d'Iberville, le 1^{er} avril 1912, dans une cause dans laquelle Dame Eva Paquet, du village de Napierville, district d'Iberville, épouse séparée quant aux biens de Emile MÉRIZZI, avocat du même lieu, et de ce dernier autorisée à l'effet des présentes est demanderesse et Dame Adéline Pinsonneault, de Massena, dans l'état de New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique, épouse commune en biens de William Campbell, marbrier du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Dame Marie Agnès Pinsonneault, du village de Napierville, district d'Iberville, épouse commune en biens de François-Xavier Amidano, peintre du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Dame Odile Pinsonneault, du village de Napierville, district d'Iberville, épouse commune en biens de Joseph Poutré, cultivateur du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro cent soixante-trois (163) des plan et livre de renvoi officiels du village de Napierville, district d'Iberville, borné en front par la rue Saint-Bernard, vers le sud-est par le lot No 164, vers le sud-ouest par le lot No 142 et vers le nord-ouest par le lot No 162, mesurant en largeur cinq perches quatre pieds sur deux arpents de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, sans bâtisse ;

Order of the Court

Province of Quebec, }
District of Montreal. }
No. 8099. } *Circuit Court for the*
district of Montreal.

The 26th day of March, 1912.

The Honorable Mr. Justice Purcell.

B. Gross, Plaintiff ;

vs

O. Chartrand, Defendant ;

and

Henry Wemfield, Advocate, "distayant" ;

and

The Saint Louis Preserving Company,

Opposant "afin de conserver".

The court doth order that, by a notice in the french and english languages to be inserted twice in the "Quebec Official Gazette", the creditors of the said O. Chartrand, the defendant in this cause, who have not already filed their claims, be now called upon to file them in this cause in the office of the clerk in this court, at Montreal, within fifteen days of the date of the first insertion of such notice in the said Gazette, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with the 673 and 674 articles of the code of civil procedure.

(By order)

J. CARTIER,

Dép. C. C. C.

1314

Licitation

Province of Quebec, }
District of Iberville. }
No. 120. } *Superior Court.*

LICITATION.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in Saint John, in the district of Iberville, on the 1st of April, 1912, in a case in which Dame Eva Paquet, of the village of Napierville, district of Iberville, wife separated as to property of Emile MÉRIZZI, lawyer of the same place, and by this latter authorized for the purposes hereof, is plaintiff and Dame Angéline Pinsonneault, of Massena, in the state of New York, one of the United States of America, wife common as to property of William Campbell, stonecutter of the same place, and this latter personally and to authorize his wife for the purpose hereof, Dame Marie Agnès Pinsonneault, of the village of Napierville, district of Iberville, wife common as to property of François-Xavier Amidano, painter of the same place, and this latter personally and to authorize his wife for the purpose hereof, Dame Odile Pinsonneault, of the village of Napierville, district of Iberville, wife common as to property of Joseph Poutré, farmer of the same place, and this latter personally and to authorize his wife for the purpose hereof, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows :

1. A lot of land known and designated under number one hundred and sixty three (163) on the official plan and in the book of reference of the village of Napierville, district of Iberville, bounded in front by Saint Bernard Street, to the south east by lot No. 164, to the south west by lot No. 142 and to the north-west by lot No. 162, measuring five perches four feet in width, by two arpents in length, more or less, without warranty as to precise measurement, without building ;

2. Un emplacement connu et désigné sous le numéro cent soixante-quatre (164) des plan et livre de renvoi officiels du village de Napierville, district d'Iberville, ayant front sur la rue Saint-Bernard, au dit village de Napierville, mesurant cinq perches quatre pieds de largeur par deux arpents de profondeur, plus ou moins,—avec une maison et autres bâtisses y érigées ;

3. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro cent soixante-cinq (165) des plan et livre de renvoi officiels du village de Napierville, district d'Iberville, ayant front sur la rue Saint-Bernard, au dit village de Napierville, et mesurant en largeur cinq perches quatre pieds sur deux arpents de profondeur, plus ou moins sans garantie de mesure précise, sans bâtisse ;

Les immeubles ci-dessus désigné seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, en bloc, comme une seule exploitation conformément à un jugement de la cour supérieure, district d'Iberville, en date du premier jour d'avril 1912, le HUITIEME jour de MAI 1912, cour tenant, dans la salle d'audience du palais de justice, à Saint-Jean, à DIX heures de l'avant-midi ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

EMILE MERIZZI,

Procureur de la demanderesse.

Saint-Jean, 1er avril 1912.

1413

[Première publication, 6 avril 1912.]

2. A lot of land known and designated under number one hundred and sixty-four (164), on the official plan and in the book of reference of the village of Napierville, district of Iberville, bounded in front by Saint Bernard street, in the said village of Napierville, measuring five perches four feet in width by two arpents in length, more or less,—with house and other buildings thereon erected ;

3. A lot of land known and designated under number one hundred and sixty five (165), on the official plan and in the book of reference of the village of Napierville, district of Iberville, bounded in front by St-Bernard street, in the said village of Napierville, and measuring five perches four feet in width by two arpents in length more or less, without warranty as to precise measurement, without building ;

The immovables hereinabove described will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder altogether (en bloc), as a single property, according to a judgment of the superior court, district of Iberville, bearing the date 1st April, 1912, on the EIGHTH day of MAY, 1912, sitting the court, in court room of the court house of Saint Johns, at TEN o'clock of the forenoon ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delay hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

EMILE MERIZZI,

Attorney for plaintiff.

Saint Johns, 1st April, 1912.

1414

[First published, 6th April, 1912.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **A**RCADE FRECHETTE,
No 101. } boucher, Demandeur ;
contre **WILFRID MORIN**, Défendeur.

Un emplacement situé dans le village de Warwick, sur la rue , étant le numéro cent quatre-vingt-dix-neuf (199), du cadastre officiel du canton de Warwick—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Médard de Warwick, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif,

Arthabaska, 11 mars, 1912.

Shérif.

1093.2

[Première publication, 16 mars 1912].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **N**APOLÉON SMITH,
No 15. } Demandeur ; contre
LS THOS DUVAL, Défendeur.

Un emplacement maintenant connu et désigné sous le numéro un-quarante-quatre (1-44), du cinquième rang du canton de Simpson, dans le village de Saint-Cyrille de Wendover—avec une bâtisse

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **A**RCADE FRECHETTE,
No. 101. } butcher, Plaintiff ;
against **WILFRID MORIN**, Defendant.

An emplacement in the village of Warwick, on street, being number one hundred and ninety nine (199), of the official cadaastre for the township of Warwick—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door, at Saint Médard de Warwick, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office,

Arthabaska, 11th March, 1912.

Sheriff.

1094

[First published, 16th March, 1912].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **N**APOLÉON SMITH,
No. 15. } Plaintiff ; against **LS THOMAS DUVAL**, Defendant.

An emplacement now known and described under number one-forty four, (1-44), in the fifth range of the township of Simpson, in the village of Saint Cyrille of Wendover—with a building thereon

dessus construite servant à la fabrication du beurre et du fromage et garni de tous les engins, bouilloires, machines, outils, appareils servant à l'exploitation de la dite fabrique et s'y trouvant actuellement; ainsi que les autres bâties y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint Cyrille de Wendover, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 12 mars, 1912. 1095.2
[Première publication, 16 mars, 1912].

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **G** EORGES VEILLEUX,
No 507. } Demandeur; vs ALCIDE
B AULIEU, Défendeur.

1° Les deux tiers indivis dans les lots de terre numéros quinze A et quinze B (15 A et 15 B), du cadastre officiel, pour le huitième rang du canton de Risborough—circonstances et dépendances.

2° La moitié indivise du droit à la coupe de tout le bois de commerce pour une période de 50 années, à compter du 2 octobre 1906, sur les lots seize A et seize B (16 A et 16 B), du neuvième rang du canton de Risborough, comté du Lac Mégantic.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ludger, le SEPTIEME jour de MAI prochain 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 2 avril 1912. 1431
[Première publication, 6 avril 1912].

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **G** AGNON, GARANT, LIM-
No 423. } TÉE, de Québec; contre
FRANÇOIS-XAVIER LANGEVIN, de La Tuque.

Les lots connus et désignés sous les numéros 31 B et 32 A, du septième rang, et 31 B et 32 A, du huitième rang, du cadastre officiel du canton de Normandin, comté du Lac Saint-Jean—avec bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Normandin, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 11 mars 1912. 1065.2
[Première publication, 16 mars 1912].

erected used as a butter and cheese factory, comprising engines, boilers, machinery, tools and accessories used in the said factory and being there actually; also the other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Cyrille of Wendover, on the NINETEENTH day of APRIL next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSSIGNANT.

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 12th March, 1912. 1096
[First published, 16th March, 1912.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court. — District of Beauce.

Beauce, to wit : } **G** EORGE VEILLEUX,
No. 507. } Plaintiff; vs ALCIDE
Beaulieu, Defendant.

1. The undivided two thirds in the lots of land numbers fifteen A and fifteen B (15 A and 15 B), of the official cadastre for the eighth range of the township of Risborough—circumstances and dependences.

2. The undivided half of the right of the cut of the whole of the timber for a period of 50 years from the 2nd October, 1906, on lots sixteen A and sixteen B (16 A and 16 B), of the ninth range of the township of Risborough, county of Lake Mégantic.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ludger, on the SEVENTH day of MAY, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 2nd April, 1912. 1432
[First published, 6th April, 1912.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **G** AGNON, GARANT, LIM-
No. 423. } TED, of Quebec; against
FRANÇOIS-XAVIER LANGEVIN, of La Tuque.

The lots known and designated under the numbers 31 B and 32 A, of the seventh range, and 31 B and 32 A, of the eighth range of the official cadastre of the township of Normandin, county of Lake Saint John—with buildings thereon erected, circumstances and dependences.

To be sold at the church door of the parish of Normandin, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff office, Sheriff.
Chicoutimi, 11th March, 1912. 1066
[First published, 16th March, 1912.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **LA SOCIÉTÉ DE CON-**
No 157. } **STRUCTION PERMA-**
NENTE DE QUÉBEC ; contre **THOMAS BER-**
GERON, de Saint-Jérôme, comté du Lac Saint-
Jean.

Un terrain ou emplacement situé dans le village de la paroisse de Saint-Jérôme, de la contenance de huit perches de front sur la profondeur qu'il peut y avoir du chemin à la ligne du chemin de fer étant et comprenant l'immeuble maintenant connu et désigné sous le numéro 3 A, du cadastre du rang lettre A, du canton de Métabetchouan ; le dit terrain étant borné en front, vers le nord, au chemin public, et en arrière, vers le sud, à la ligne du chemin de fer, joignant par le côté est au terrain de Cléophas Mathieu, et par le côté ouest à celui de Charles Gagnon—avec les bâtisses dessus construites et celles qui pourront y être construites à l'avenir, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du Shérif,

Chicoutimi, 11 mars 1912.

Shérif.

1063.2

[Première publication, 16 mars, 1912]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **LA SOCIÉTÉ DE CONS-**
No 157. } **TRUCTION PERMA-**
NENTE DE QUÉBEC ; against **THOMAS BER-**
GERON, of Saint Jerome, county of Lake Saint
John.

A lot or emplacement situate in the village of the parish of Saint Jerome, containing eight perches in front by the depth there may be from the road to the railway line, being and comprising the immovable now known and designated under the number 3 A, of the cadastre of range letter A, of the township of Metabetchouan ; the said land being bounded in front, towards the north, by the public road, and in the rear, towards the south, by the railway line, on the east side by the land of Cleophas Mathieu, and on the west side by that of Charles Gagnon—with the buildings thereon erected and those hereafter erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jerome, the NINETEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office,

Chicoutimi, 11th March, 1912.

Sheriff.

1064

[First published, 16th March, 1912.]

Ventes par le Shérif—Montréal

Sheriff's Sales—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, à savoir : } **CHARLES LOUIS FOR-**
No 2940. } **TIER**, bourgeois, des cité
et district de Montréal, Demandeur ; vs **ANTOINE**
VIENS, du même lieu, Défendeur.

Montreal, to wit : } **CHARLES LOUIS FOR-**
No. 2940. } **TIER**, bourgeois, of the
city and district of Montreal, Plaintiff ; vs **AN-**
TOINE VIENS, of the same place, Defendant.

1° Un terrain situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue Rivard, composé de trois lots de terre portant les numéros quatre cent cinquante et un, quatre cent cinquante-deux et quatre cent cinquante-trois de la subdivision officielle du lot numéro primitif quinze, aux plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, contenant chacun des dits lots vingt pieds de largeur par soixante et dix pieds de profondeur, mesure anglaise et sans garantie de mesure précise—avec les bâtisses dessus construites et avec droit dans la ruelle en commun avec tous autres y ayant droit.

1. A lot situate in Saint Jean Baptiste ward of the city of Montreal ; bounded in front by Rivard street, composed of three lots of land bearing the numbers four hundred and fifty one, four hundred and fifty two and four hundred and fifty three, of the official subdivision of lot primitive number fifteen, on the official plan and book of reference of Saint Jean Baptiste village, containing each of the said lots twenty feet in width by twenty feet in depth, english measure, and without warranty of exact measurement—with the buildings thereon erected and with right in the lane in common with any others having right therein.

2° Deux autres lots de terre situés dans le quartier Longue Pointe, de la cité de Montréal ; borné en front par l'avenue Fletcher, connus et désignés sous les numéros quatre cent vingt et quatre cent vingt et un, de la subdivision officielle du lot numéro primitif quatre cent sept, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe avec droit de passage en commun avec d'autres, aux charges ordinaires d'entretien—avec toutes circonstances et dépendances, servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles, le lot numéro quatre cent vingt ; borné d'un côté par la rue Oliva.

2. Two other lots of land situate in Longue-Pointe ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Fletcher avenue, known and designated under the numbers four hundred and twenty and four hundred and twenty one, of the official subdivision of lot primitive number four hundred and seven, on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, with right of way in common with others, on the ordinary charges of maintenance—with all circumstances and dependencies, active and passive servitudes apparent or occult attached to the said immovables lot number four hundred and twenty, being bounded on one side by Oliva street.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Montréal, 3 avril 1912.

Shérif.

1473

[Première publication, 6 avril 1912]

Sheriff's office,

Montreal, 3rd April, 1912.

Sheriff.

1474

[First published, 6th April, 1912]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

tréal, à savoir : } **E** **EDWARD B. M. AUSTIN**,
No 2318. } des cité et district de
Montréal, gérant, Demandeur ; contre **SAMUEL**
BISHOP, de la ville de Bathurst, dans la province
du Nouveau-Brunswick, en sa qualité de fidei-com-
mis des enfants mineurs de William Herbert
Evans, Défendeur es-qualité.

Un lot de terre situé dans la ville de Westmount,
connu et désigné comme subdivision numéro cent
cinquante-quatre (154), sur le plan de subdivision
d'une partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-
deux, sur les plan et livre de renvoi officiels de la
municipalité de la paroisse de Montréal, contenant
cinquante pieds de largeur en front et en arrière
sur une profondeur de cent quatre-vingt-sept pieds
six pouces, et ayant une superficie de 9,375 pieds,
mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de
mesure précise ; borné en front par l'Avenue
Argyle, en arrière par parties du lot officiel No
285, du côté nord-ouest par le lot No 282-155, et
du côté sud-est par le lot No 282-153, sur le dit
plan de subdivision—sans bâtisse sus-érigée.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité
de Montréal, le DIX-HUITIÈME jour d'AVRIL
prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,
Montréal, 13 mars 1912.

Shérif.
1113.2

[Première publication, 16 mars 1912].

Ventes par le Shérif—Rimouski

VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski. } **D.** **E. BANVILLE** ET
No 4266. } **AL**, Demandeurs ; vs
JOSEPH OTIS, savoir :

Le lot numéro soixante-quatorze, rang sud-ouest
du chemin Matapédia, canton Cabot—avec les
bâtisses sus-construites, circonstances et dépen-
dances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Moïse, le HUITIÈME jour de
MAI prochain 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du shérif.
Rimouski, 3 avril 1912.

Shérif.
1459

[Première publication, 6 avril 1912.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Malbaie, à savoir : } **J** **JOSEPH H. MICHAUD**,
No 1770. } manufacturier, de Saint-
André, district de Kamouraska, Demandeur ; contre
EDOUARD LA VOIE, autrefois de la Baie Saint-
Paul, district de Saguenay, et maintenant des cité
et district de Montréal.

Une terre située en la paroisse de la Baie Saint-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **E** **EDWARD B. M. AUSTIN**,
No. 2318. } of the city and district of
Montreal, manager, Plaintiff ; against **SAMUEL**
BISHOP of the town of Bathurst, in the province
of New-Brunswick, in his quality of trustee of the
minor children of William Herbert Evans, Defend-
ant es-qualité.

A certain lot of land situated in the town of
Westmount, known and designated as subdivision
number one hundred and fifty four (154), on the
subdivision plan of a part of lot number two hun-
dred and eighty two, on the official plan and book
of reference of the municipality of the parish of
Montreal, containing fifty feet in width in front
and in rear by a depth of one hundred and eighty
seven feet six inches, and having a superficial area
of (9,375) feet, english measure, more or less,
without warranty as to precise measurement ;
bounded in front by Argyle avenue, in rear by
parts of official lot No. 285, on the north west side
by lot No. 282-155, and on the south east side by
lot No. 282-153, on said subdivision plan—without
any building thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at
TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office.

Montreal, 13th March, 1912.

Sheriff.

1114

[First published, 16th March, 1912.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
undermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski. } **D.** **E. BANVILLE** ET
No. 4266. } **AL**, Plaintiffs ; vs
JOSEPH OTIS, to wit :

Lot number seventy four, south west range of
Matapédia road, township Cabot—with the buildings
thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Moïse, on the EIGHTH day of MAY next,
1912, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's Office.

Rimouski, 3rd April, 1912.

Sheriff.

1460

[First published, 6th April, 1912.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
der mentioned LANDS and TENEMENTS ha-
ve been seized, and will be sold at the respective time
and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Murray Bay, to wit : } **J** **JOSEPH H. MICHAUD**,
No. 1770. } manufacturier of Saint
André, district of Kamouraska, Plaintiff ; against
EDOUARD LA VOIE, formerly of Baie Saint Paul,
district of Saguenay, and now of the city and dis-
trict of Montreal, Defendant.

A land situate in the parish of Baie Saint

Paul, rang Saint-Ours sud, étant le numéro trente-cinq (35), du cadastre de la paroisse de la Baie Saint-Paul, contenant un arpent et quart de front sur vingt-six arpents de profondeur; borné à l'est par les numéros trente-sept et trente-huit (37 et 38), appartenant à Didyme Ménard, à l'ouest par le No. trente-quatre (34), appartenant à Théodule Fortin—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de la Baie Saint-Paul, le SEPTIEME jour de MAI, à DIX heures de l'avant-midi.

ELIE MALTAIS,

Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 11 mars 1912. 1135-2
[Première publication, 16 mars 1912.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : **DAME MELINA DESORCY**, de Saint-Herménégilde, district de Saint-François, épouse commune en biens de Alcide Dupuis, du même lieu, boucher, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; contre **ALCIDE DUPUIS**, de Saint-Herménégilde, district de Saint-François, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

1° Un morceau de terre situé dans le canton de Hereford, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme étant partie du lot numéro vingt-huit-E (pt. 28-E), dans le huitième rang, sur le plan du cadastre officiel et livre de renvoi du dit canton de Hereford; borné au nord par un chemin public, à l'est par partie du même lot appartenant à Maurice Dupuis, au sud par la ligne de concession entre les septième et huitième rangs, et à l'ouest par le résidu du dit lot numéro vingt-huit-E (pt. 28-E), appartenant à Dame Marceline Desorcy—avec les bâtisses sus-érigées.

2° Un autre morceau de terre situé dans le dit canton de Hereford, connu et désigné sur le dit plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Hereford, comme étant partie du lot numéro vingt-huit-A (pt. 28-A), dans le septième rang; borné au nord par la ligne de concession entre les rangs sept et huit du dit canton, à l'ouest par le lot du cadastre numéro vingt-huit-B (28-B), dans le dit septième rang, au sud par cette partie du dit lot numéro vingt-huit-A (28-A), appartenant à Joseph Bissonnette, et à l'est par ces parties du dit lot numéro vingt-huit-A (28-A), appartenant à Joseph Bissonnette et Maurice Dupuis, respectivement—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Herménégilde, le SEIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEYER.

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 11 mars 1912. 1087-2
[Première publication, 16 mars 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : **JOSEPH PIGEON**, cultivateur, du canton de Ely, dans le district de Bedford, Demandeur; contre **EDOUARD HONORE BEGIN**, de la ville de Windsor Mills, district de Saint-Fran-

Paul, Saint Ours south range, being the number thirty five (35) of the cadastre of the parish of Baie Saint Paul, containing one arpent and a quarter in front by twenty six arpents in depth; bounded on the east by the numbers thirty seven and thirty eight (37 and 38), belonging to Didyme Ménard, and on the west by the number thirty four (34), belonging to Theodule Fortin—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Baie Saint Paul, on the SEVENTH day of MAY, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's Office, Shérif.
Murray Bay, 11th March, 1912. 1136
First published, 16th March, 1912.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : **DAME MELINA DESORCY**, of Saint Herménégilde, district of Saint Francis, wife common as to property of Alcide Dupuis, of the same place, butcher, duly authorized to *est-er en justice*, Plaintiff; against **ALCIDE DUPUIS**, of Saint Herménégilde, district of Saint Francis, Defendant.

As belonging to the said defendant.

1. A piece of land situate in the township of Hereford, in the district of Saint Francis, known and designated as being part of the lot number twenty eight-E (pt. 28-E), in the eighth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Hereford; bounded on the north by a public road, on the east by part of the same lot belonging to Maurice Dupuis, on the south by the concession line between the seventh and eighth ranges, and on the west by the residue of the said lot number twenty eight-E (28-E), belonging to Dame Marceline Desorcy—with the buildings thereon erected.

2. Another piece of land situate in the said township of Hereford, known and designated on the said official cadastral plan and book of reference of the said township of Hereford, as being part of the lot number twenty eight-A (pt. 28-A), in the seventh range; bounded on the north by the concession line between the ranges seven and eight of the said township, on the west by cadastral lot number twenty eight-B (28-B), in the said seventh range, on the south by that part of the said lot number twenty eight-A (28-A), belonging to Joseph Bissonnette, and on the east by those parts of the said lot number twenty eight-A (28-A), belonging to Joseph Bissonnette and Maurice Dupuis, respectively—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Herménégilde, on the SIXTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMEYER,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 11th March, 1912. 1088
[First published, 16th March, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : **JOSEPH PIGEON**, farmer, of the township of Ely, in the district of Bedford, Plaintiff; against **EDOUARD HONORE BEGIN**, of the town of Windsor Mills, district of Saint Francis, in his qua-

gois, en sa qualité de curateur à la communauté de feu Zéphirin Beaugard, en son vivant de la cité de Montréal, district de Montréal, Défendeur.

Ce lopin de terre dans le village de Windsor-Mills, étant la moitié sud-ouest du lot numéro six cent trente-quatre (634), aux plan et livre de renvoi officiels du village de Windsor-Mills; borné au nord-est par le passage ci-après mentionné, au nord-ouest par la rue Saint-George, au sud-ouest par la propriété de J. H. Marcotte, et au sud-est par le terrain de Pierre Côté, ou ses représentants—avec tous les bâtiments sus-érigés, et le droit de passage sur une lisière de dix pieds en largeur par toute la profondeur du dit lot, et pris sur le côté sud-ouest de la moitié nord-est d'icelui. Ce droit de passage devra être considéré commun et mitoyen entre les représentants de W. H. Moor, pour ces deux parties de lot.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Philippe de Windsor, le DIX-HUITIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER.

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 12 mars 1912. 1155-2
[Première publication, 16 mars 1912.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } DEMOISELLE FLA-
No 307. } VIE LABARRE,
Demanderesse; contre NAZAIRE MARCHAND,
Défendeur.

Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, du côté nord-est de l'avenue Laviolette, connu et désigné sous le numéro deux mille cent quarante-sept (2147), du cadastre officiel de la dite cité des Trois-Rivières, contenant environ quarante pieds de front sur environ quatre-vingts pieds de profondeur—avec une maison et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le SEIZIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 13 mars 1912. 1133-2
[Première publication, 16 mars 1912.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 25e jour de mars 1912, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal.—MM. Rodolphe Lavallée, fonctionnaire municipal, Thomas Akin Dalrymple, contre-maître, et Lewellyn Jehu, contre-maître, Joseph Tancrede Rémus Laurendeau, financier, Robert B. Ross, gentilhomme, de la cité de Montréal, Alexandre Cadieux, cultivateur, Alexandre Coallier, entrepreneur, de Boucherville, Richard George Patton, agent, et Thomas Percival Webster, agent, de Saint-Lambert, comté de Chambly, Théodore Turcot, Joseph Charbonneau, Téléphore Ouimet, de Saint-Vincent de Paul, Zotique Bellefleur,

lity of curator to the vacant estate of the late Zéphirin Beaugard, in his lifetime of the city of Montreal, district of Montreal, Defendant.

That certain parcel of land in the town of Windsor Mills, being the south west half of lot number six hundred and thirty four (634), on the official plan and book of reference of the village of Windsor Mills; bounded on the north east by the passage hereinafter mentioned, on the north west by Saint George street, on the south west by the property of J. H. Marcotte, and on the south east by the land of Pierre Côté or his representatives—with all the buildings erected thereon and the right of way on a strip of ten feet in width, by the whole depth of the said lot, and taken on the south west side of the north east half thereof. Such right of way shall be considered common and mitoyen between the representatives of W. H. Moor, for the said two parts of lot.

To be sold at the church door of the parish of Saint Philippe de Windsor, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 12th March, 1912. 1156
[First published, 16th March, 1912.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } DEMOISELLE FLA-
No. 307. } VIE LABARRE,
Plaintiff; against NAZAIRE MARCHAND,
Defendant.

An emplacement situate in the city of Three Rivers, on the north east side of Laviolette avenue, known and designated under the number two thousand one hundred and forty seven (2147), of the official cadastre of the said city of Three Rivers, containing about forty feet in front by about eighty feet in depth—with a house and other dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the court house of the city of Three Rivers, on the SIXTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 13th March, 1912. 1134
[First published, 16th March, 1912.]

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 25th day of March, 1912, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montreal.—Messrs. Rodolphe Lavallée, municipal employee, Thomas Akin Dalrymple, foreman, and Lewellyn Jehu, foreman, Joseph Tancrede Rémus Laurendeau, financier, Robert B. Ross, gentleman, of the city of Montreal, Alexandre Cadieux, farmer, Alexandre Coallier, contractor, of Boucherville, Richard George Patton, agent, and Thomas Percival Webster, agent, of Saint Lambert, county of Chambly, Théodore Turcot, Joseph Charbonneau, Téléphore Ouimet, of Saint Vincent de Paul, Zotique Bellefleur,

de Saint-François de Sales, Arthur Fortin, de Saint-Martin, Onésime Dagenais, de Saint-Elzéar, Cyrille Joly et Cyrille Taillefer, de Sainte-Rose, Cyrille Gauthier et Joseph Bastien, de Sainte-Dorothée, tous cultivateurs.

District Saint-François. — MM. Gédéon Bégin, agent, de Sherbrooke, Alfred Lovell Parker, cultivateur, de Barnston, comté de Stanstead.

District de Trois-Rivières. — M. Géraud Griffin, marchand, de Saint-Elie-de-Caxton, comté de Saint-Maurice.

District de Chicoutimi. — M. Adélard Lemay, cultivateur, de Sainte-Croix-du-Lac-à-la-Croix, comté de Chicoutimi.

District de Montmagny. — M. Chrysostome Martineau, secrétaire de la commission scolaire de la paroisse de Saint-François, comté de Montmagny.

District de Québec. — M. Anicet Saint-Laurent, commerçant, de Lévis, comté de Lévis.

District d'Arthabaska. — M. James Gallagher, de l'Avenir, comté de Drummond.

District de Joliette. — M. Théodore Gervais, médecin, de Berthierville, comté de Berthier.

District de Rimouski. — MM. Ernest Ouellet et Emile Belzile, cultivateurs, de Saint-Fabien, comté de Rimouski. 1425

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-six mars 1912, de nommer M. Ferdinand Chagnon Larose, notaire, de Laprairie, registrateur de la division d'enregistrement de Laprairie. 1445

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du treizième jour de mars 1912, d'adjoindre à la commission de la paix, pour le :

District de Gaspé. — MM. John D. Buck, ferblantier et plombier, de Grindstone; Jean Leblanc, commis, Etang du Nord; J. Ferd. Arsenaault, marchand, Etang du Nord; Cyrille Chiasson, cultivateur, Aurigny; James Cormier, marchand, Anse à la Cabane; Timothé Larade, marchand, Grande Entrée; J. B. Turbide, instituteur, Havre aux Maisons.

District de Trois-Rivières. — MM. Majorique Beauclair, Arcade Lavergne, Joseph Trahan, Sévère Déziel, Victor Gélinas, cultivateurs, de la paroisse de Saint-Sévère, comté de Saint-Maurice, Frank Ritchie, gérant, de la cité de Trois-Rivières.

District de Montmagny. — MM. J. Hildevert Furois, Gédéon Roy, Théodule Mercier, Narcisse Lemelin, cultivateurs, de la paroisse de Saint-Gabriel, (B. P. La Durantaye), comté de Bellechasse.

District de Saint-François. — M. Joseph Philias Jutras, encanteur, de Sherbrooke.

District de Québec. — MM. Joseph Honoré Bélanger et Jean Baptiste Cyr, cultivateurs, de Beaufort, comté de Québec.

District de Montréal. — MM. Jean Baptiste Adolphe Valois, marchand, et John Aquin, contracteur, de ville Dorion, comté de Vaudreuil. 1447

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de mars 1912, à la compagnie "Larivière Incorporée", incorporée par lettres patentes originaires, en date du quinzième jour d'avril 1902, sous le nom de "Amiot, Lecours & Larivière Incorporée", et changeant son nom le dixième jour du mois d'août 1908, en celui de "Larivière Incorporée", lui accordant les pouvoirs additionnels suivants :

fleur, of Saint François de Sales, Arthur Fortin, of Saint Martin, Onésime Dagenais, of Saint Elzéar, Cyrille Joly and Cyrille Taillefer, of Sainte Rose, Cyrille Gauthier and Joseph Bastien, of Sainte Dorothée, all farmers.

District of Saint Francis. — Messrs. Gédéon Bégin, agent, of Sherbrooke, Alfred Lovell Parker, farmer, of Barnston, county of Stanstead.

District of Three Rivers. — Mr. Gerald Griffin, merchant, of Saint Elie de Caxton, county of Saint Maurice.

District of Chicoutimi. — Mr. Adélard Lemay, farmer, of Sainte Croix du Lac à la Croix, county of Chicoutimi.

District of Montmagny. — Mr. Chrysostome Martineau, secretary of the school commission of the parish of Saint François, county of Montmagny.

District of Quebec. — Mr. Anicet St. Laurent, trader, of Lévis, county of Lévis.

District of Arthabaska. — Mr. Gallagher, of l'Avenir county of Drummond.

District of Joliette. — Mr. Théodore Gervais, physician, of Berthierville, county of Berthier.

District of Rimouski. — Messrs. Ernest Ouellet and Emile Belzile, farmers, of Saint Fabien, county of Rimouski. 1426

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty sixth of March, 1912, to appoint Mr. Ferdinand Chagnon Larose, notary, of Laprairie, registrar of the registration division of Laprairie. 1446

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the thirteenth day of March, 1912, to associate to the commission of the peace, for the :

District of Gaspé : — Messrs. John D. Buck, tinsmith and plumber, of Grindstone; Jean Leblanc, clerk, Etang du Nord; J. Ferd. Arsenaault, merchant, Etang du Nord; Cyrille Chiasson, farmer, Aurigny; James Cormier, merchant, Anse à la Cabane; Timothé Larade, merchant, Grande Entrée; J. B. Turbide, teacher, Havre aux Maisons.

District of Three Rivers : — Messrs. Majorique Beauclair, Arcade Lavergne, Joseph Trahan, Sévère Déziel, Victor Gélinas, farmers, of the parish of Saint Sévère, county of Saint Maurice, Frank Ritchie, manager, of the city of Three Rivers.

District of Montmagny : — Messrs. J. Hildevert Furois, Gédéon Roy, Théodule Mercier, Narcisse Lemelin, farmers, of the parish of Saint Gabriel, (La Durantaye P. O.), county of Bellechasse.

District of Saint Francis : — Mr. Joseph Philias Jutras, auctioneer, of Sherbrooke.

District of Quebec : — Messrs. Joseph Honoré Belanger and Jean Baptiste Cyr, farmers, of Beaufort, county of Quebec.

District of Montreal : — Messrs. Jean Baptiste Adolphe Valois, merchant, and John Aquin, contractor, of Ville Dorion, county of Vaudreuil. 1448

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of March, 1912, to the company "Larivière Incorporée", incorporated by original letters patent dated the fifteenth day of April, 1902, under the name of "Amiot, Lecours & Larivière, Incorporée", and changing its name on the tenth day of the month of August, 1908, into "Larivière Incorporée", granting it the following additional powers :

Acquérir, posséder et accepter des actions, bons, débetures ou autres valeurs de toutes compagnies, corporations ou sociétés avec les droits y attachés et les payer en argent, marchandises, ouvrages, actions, bons ou autres valeurs de la compagnie.

Se fusionner avec des compagnies ou corporations similaires ;

Acquérir, posséder et accepter des biens meubles et des biens immeubles en paiement de dettes dues à la compagnie, et les améliorer, les développer, les réparer, les bâtir, les louer, les administrer ou les vendre ;

Acquérir et posséder des biens immeubles, les payer en argent, actions, bons, débetures, ouvrages, marchandises ou en autres valeurs, les améliorer, les développer, les bâtir, les réparer, les louer, les administrer ou les revendre ;

Vendre, louer, ou échanger tous ses biens meubles et ses biens immeubles, son entreprise, en tout ou en partie, avec son actif et son passif aux conditions convenues, pourvu que les deux tiers en valeur des actionnaires y consentent ; de plus les pouvoirs ci-dessous déjà accordés dans les lettres patentes originaires ;

Le commerce et la fabrication de tous articles de ferronnerie, plomberie, quincaillerie, peinture, matériel de construction, métaux de toutes espèces fabriqués ou non fabriqués, et aussi toute industrie de même nature et se rattachant au même commerce avec pouvoir d'acquérir par achat, bail, ou autrement, toutes propriétés et tous outillages jugés nécessaires pour l'exploitation de l'entreprise.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1427

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28^e jour de mars 1912, constituant en corporation MM. Aristide Ravau, bijoutier, Joseph Alain, manufacturier, de la cité de Québec, Napoléon Alain, marchand, de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, Charles Auguste Lemay, commis, et Pierre Adélard Alain, marchand, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire tout genre de commerce soit de gros, soit de détail ;

Faire le commerce et exercer l'industrie de bijoutier et de joaillier ;

Obtenir des brevets d'invention, les posséder, les vendre et les exploiter ;

Agir comme fabricants, manufacturiers et constructeurs en tout genre ;

Acquérir en totalité ou en partie, aux conditions et de la manière qui seront jugées convenables, l'entreprise, les biens ou droits de toute personne, société, compagnie ou corporation, exerçant ou ayant le droit d'exercer l'un ou plusieurs des pouvoirs de la présente compagnie, ou possédant des biens, droits ou privilèges que la présente compagnie peut posséder ;

Donner en paiement du tout ou de partie de tous droits, biens, avantages, généralement quelconque, que cette compagnie est autorisée à acquérir, recevoir et posséder, et de tous contrats, entreprises et affaires, obligations, baux ou licences qu'elle peut faire ou entreprendre, des actions de la compagnie, acquittées complètement ou pour partie non sujettes à appel ou sujettes à appel pour la partie non acquittée, ou des bons, débetures, obligations et autres valeurs ou garanties de la présente compagnie ;

Acquérir aux conditions et de la manière qui seront jugées convenables, les actions, obligations, débetures ou autres valeurs ou garanties de toute compagnie exerçant ou ayant le droit d'exercer l'un ou plusieurs des pouvoirs de la présente compagnie, et les posséder, les transporter, les distribuer parmi les actionnaires de cette compagnie, les vendre ou autrement en disposer ;

To acquire, hold and accept the stock, bonds, debentures or other securities of any companies, corporations or partnerships with the rights attached thereto, and pay for same in cash, merchandise, work, stock, bonds or other securities of the company ;

To amalgamate with similar companies or corporations ;

To acquire, hold and accept moveable and immoveable property in payment of debts due to the company, and improve, develop, repair, build, lease, manage or sell same ;

To acquire and hold immoveable property, pay for same in cash, stock, bonds, debentures, work, merchandise or other securities, improve, develop, build, repair, lease, manage or resell same ;

To sell, lease or exchange any of its real or personal, property, its undertaking, in whole or in part, with its assets and liabilities, on the conditions agreed on, provided that the two thirds in value of the shareholders consent thereto ; in addition to the following powers already granted in the original letters patent ;

The trade and manufacture of hardware goods, plumbers and steamfitters supplies, oils, paints, contractors furnishings, metals of all sorts, and other kindred material either raw or manufactured, and all branches of trade and industry connected therewith, with power to buy or lease all real estate and machinery which may be necessary for said trade and manufacture.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1428

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of March, 1912, incorporating Messrs Aristide Ravau, jeweller, Joseph Alain, manufacturer, of the city of Quebec, Napoléon Alain, merchant, of the parish of Ancienne Lorette, Charles Auguste Lemay, clerk, and Pierre Adélard Alain, merchant, of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on any kind of business either wholesale or retail ;

To carry on the business of jeweller and deal in jewellery ;

To obtain patents of invention, hold, sell and exploit same ;

To act as makers, manufacturers and builders of any kind ;

To acquire in whole or in part, on the conditions and in the manner deemed advisable, the undertaking, property or rights of any person, firm, company or corporation exercising or having the right to exercise one or more of the powers of this company or holding property, rights or privileges that this company may hold ;

To give in payment for the whole or part of any rights, property, advantages, generally whatsoever, that this company is authorized to acquire, receive and hold, or of any contracts, undertakings and business, obligations, leases or licenses it may make or undertake, stock of the company, fully or partly paid up, non assessable or assessable on the portion not fully paid up, or bonds, debentures, obligations and other securities or guarantees of this company ;

To acquire on the conditions and in the manner deemed advisable, the stock, bonds, debentures or other securities or guarantees of any company exercising or having the right to exercise one or more of the powers of this company, and hold, transfer, distribute same amongst the shareholders of this company, and sell or otherwise dispose of same ;

Vendre, louer toute ou partie de la propriété, de l'entreprise, de la compagnie ou en disposer aux conditions, pour telles considérations et de la manière que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, débentures, obligations, valeurs ou garanties de toute autre compagnie, société ou corporation ;

Faire toutes conventions, contrats ou arrangements aux conditions et de la manière qui seront jugées convenables avec toutes personnes, société ou corporation exerçant ou ayant le droit d'exercer l'un ou plusieurs des pouvoirs de cette compagnie pour partage de profits, union d'intérêts, coopération et participation d'intérêts généralement quelconque ;

Faire le commerce d'immeubles ;

Placer, profiter, investir des argents de la compagnie non immédiatement requis de la manière, sur telles garanties et à telles conditions qui seront jugées convenables ;

Faire tout ce qui peut être utile à l'accomplissement des objets et à l'exercice des pouvoirs ci-dessus mentionnés, sous le nom de la "Compagnie Ravaux & Alain, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents piastres (\$49,900.00), divisées en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent (\$100.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1443 Sous-secrétaire de la province.

No 51.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection de municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en conseil du 30 mars, 1912, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Agapit, comté de Lotbinière, tout le territoire compris dans les limites assignées à la municipalité du village de Saint-Agapitville par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 10 août 1911 ; de plus, les lots Nos 208 à 213, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Agapit, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Agapitville", dans le même comté.

Cette érection ne prendra effet que le premier
juillet 1912. 1441

Avis est par le présent donné que "The Goodwins, Limited, Mutual Aid Association" a été enregistrée et licenciée pour faire les affaires dans la province de Québec, d'une association mutuelle de bienfaisance, dans le but de pourvoir et maintenir des fonds pour aider ses membres durant la maladie et leurs familles ou représentants en cas de décès.

Le principal bureau de l'association est dans la cité de Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce deuxième jour d'avril 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des assurances,

Département du Trésor, Québec.

1437

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au Ministère de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts refondus de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

To sell, lease the whole or part of the property, undertaking of the company or dispose thereof on the conditions and for such considerations and in the manner that the company may deem expedient, and particularly for the stock, debentures, bonds, securities or guarantees of any other company, firm or corporation ;

To enter into any agreements, contracts or arrangements on the conditions and in the manner deemed advisable with any person, firm or corporation carrying on or having the right to carry on one or more of the powers of this company for the sharing of profits, union of interests, co-operation and participation of interests generally whatsoever ;

To deal in real estate ;

To place, turn to account, invest the money of the company not immediately required, in the manner and in such securities and on such conditions as may be deemed advisable ;

To do anything that may be useful for the attainment of the objects and in the exercise of the hereabove mentioned powers, under the name of "Compagnie Ravaux & Alain, Limitée", with a total capital of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1444 Deputy Provincial Secretary.

No 51.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a school municipality.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated 30th March, 1912, to detach from the school municipality of St Agapit, county of Lotbinière, the whole of the territory comprised in the limits assigned to the municipality of the village of Saint Agapitville, by proclamation of the Lieutenant Governor in council, dated the 10th of August, 1911, and moreover, the lots Nos. 208 to 213 inclusively, of the official cadastre of the parish of Saint Agapit, and to erect all the said territory into a separate school municipality, under the name of "Saint Agapitville", in the same county.

This erection will take effect on the first of
July, 1912. 1442

Notice is hereby given that the "Goodwins, Limited, Mutual Aid Association", has been registered and licensed to transact in the province of Quebec, the business of a mutual benefit association for the purpose of providing and maintaining a fund for the assistance of its members during sickness, and their families or dependants in case of death.

The head office of the association is in the city of Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this second day of April, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec.

1438

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the Department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporations.

Dans le comté de Compton, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :
 "Cercle agricole de la paroisse de Saint-Alphonse-de-Winslow".

JOS. ED. CARON,
 Ministre de l'Agriculture.
 1439

Québec, 3 avril 1912.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du troisième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. Clovis Baillargeon, voiturier, Joseph Beaulac, constructeur, Henri Schenagane, notaire, Joseph C. Mackay, courtier en immeubles, de la cité de Montréal, et V. Hector Dupont, ingénieur civil, de la cité de Lachine, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'immeubles dans toutes ses branches ;

Acquérir des immeubles par voie d'achat, échange, bail, louage ou de toute autre manière, et les posséder, cultiver, faire arpenter, subdiviser en lots à bâtir, avec des rues, ruelles et parcs, développer, améliorer, louer, échanger, vendre, hypothéquer et en disposer d'une manière générale ;

Construire, ériger des constructions et les maintenir ou faire construire, ériger et maintenir sur les dits terrains et immeubles, construire, ériger, bâtir et maintenir ou faire construire, ériger, bâtir et maintenir sur les dits terrains, des égouts, rues, ruelles, chemins, ponts et tous autres moyens de communication, des maisons, moulins, usines, manufactures et tous autres travaux, améliorations ou bâtisses qui pourront être nécessaires ou avantageuses et les louer, échanger, vendre et disposer ;

Faire des avances d'argent par voie de prêt aux acquéreurs, possesseurs, locataires ou occupants d'aucune des propriétés de la dite compagnie aux fins d'aider et encourager l'érection de bâtisses ou de toutes autres améliorations sur les propriétés de la dite compagnie ou autre ;

Prendre et tenir en garantie du remboursement de tout prêt fait par la dite compagnie, ou toute créance de la dite compagnie, et pour le paiement du prix ou considération d'aucun contrat fait par ou avec la dite compagnie, des hypothèques ou autres garanties quelconques ;

Acheter, acquérir et posséder et vendre, céder et transporter des parts, actions, débiteures et toutes autres garanties d'aucune compagnie ou corporation faisant les mêmes opérations que la présente compagnie requérante ou faisant tout commerce de nature à apporter des bénéfices et avantages à cette compagnie ;

Emettre et accorder toute part ou action acquittée dans le capital action de cette compagnie en paiement du prix d'aucune franchise, entreprise, propriété mobilière ou immobilière, débiteure, garantie, créance, droits, privilèges et hypothèques, lettres patentes, licence, que cette compagnie pourra acquérir et dans lesquels elle pourra s'intéresser, ou en paiement d'aucune dette ou obligation qu'elle pourra devoir ;

Se fusionner avec toute autre compagnie faisant des opérations du même genre ;

Faire et exécuter et accomplir tous actes, contrats et choses quelconques qui peuvent découler des présents pouvoirs et sont propres aux fins et aux objets que cette compagnie a en vue, sous le nom de "La Compagnie du Parc Central Lachine Limitée", avec un capital de cent quarante-cinq mille piastres (\$145,000.00), divisé en quatorze cent cinquante (1450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,
 1485 Sous-secrétaire de la province.

In the county of Compton, the following club is authorized under the following name, to wit :
 "Farmer's club of the parish of Saint-Alphonse-de-Winslow."

JOS. ED. CARON,
 Minister of Agriculture.
 1440

Quebec, 3rd April, 1912.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of April, 1912, incorporating Messrs. Clovis Baillargeon, carrier, Joseph Beaulac, builder, Henri Schenagane, notary, Joseph C. Mackay, real estate broker, of the city of Montreal, and V. Hector Dupont, civil engineer, of the city of Lachine, for the following purposes :

To carry on a real estate business in all its branches ;

To acquire immovables by way of purchase, exchange, lease, rental or in any other manner, and hold, cultivate and have same surveyed and subdivided into building lots, with streets, lanes and parks, and develop, improve, lease, exchange, sell, hypothecate and otherwise dispose of same in a general manner ;

To construct, erect buildings and maintain or have same constructed, built and maintained on the said lands and immovables, to construct, erect, build and maintain or have constructed, erected, built and maintained on the said lands, drains, streets, lanes, roads, bridges and any other means of communication, houses, mills, shops, factories and any other works, improvements or buildings that may be necessary or advantageous, and lease, exchange, sell and dispose of same ;

To make advances of money by way of loans to purchasers, holders, lessees or occupants of any of the property of the said company, for the purposes of aiding and encouraging the erection of buildings or any other improvements on the property of the said company, or other ;

To take and hold as security to the repayment of any loan made by the said company or any claims of the said company for the payment of the price or consideration of any contract made by or with the said company, hypothecs or other securities whatsoever ;

To purchase, acquire, hold, sell, assign and transfer the shares, stock, debentures and any other securities of any company or corporation carrying on the same operations as this company or carrying on any business of a nature to aid the present company in any way ;

To issue and grant any paid up shares in the capital stock of the company in payment of the price of any franchise, undertaking, moveable or immovable property, debenture, security, claim, rights, privileges and hypothecs, letters patent, licenses, that this company may acquire and in which it may be interested, or in payment of any debt or obligation it may contract ;

To amalgamate with any other company carrying on operations of a similar nature ;

To do, execute and accomplish any acts, contracts and things whatsoever which may result from the present powers and are proper for the purposes and the objects that the company has in view, under the name of "La Compagnie du Parc Central Lachine, Limitée", with a capital of one hundred and forty five thousand dollars (\$145,000.00), divided into fourteen hundred and fifty (1450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1912.

C. J. SIMARD,
 1486 Deputy Provincial Secretary.

Avis Divers

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 103.

Dame Marie Pelletier, de Victoriaville, district d'Arthabaska, épouse de Amable Fortin, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Amable Fortin, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, le 26^e jour de mars 1912.

WILFRID LALIBERTE,

Procureur de la demanderesse.

Arthabaska, 26 mars 1912. 1453

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DE QUEBEC ET DU LAC SAINT-JEAN.

Avis est par le présent donné qu'une assemblée spéciale générale des actionnaires de la Compagnie du Chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, aura lieu au bureau de la compagnie, Andrews Terminus, rue Saint-André, dans la cité de Québec, le 30^e jour d'avril 1912, à onze heures de l'avant-midi, dans le but de considérer une convention faite entre la Compagnie et "The Canadian Northern Railway Company", à l'égard, entre autres choses, de l'échange de certaines garanties ci-devant émises par la compagnie pour certaines nouvelles garanties devant être émises par la compagnie et garanties par "The Canadian Northern Railway Company," et si il est jugé à propos de les confirmer ; aussi dans le but de considérer l'apropos d'autoriser et si il est jugé à propos d'autoriser les directeurs de la compagnie à émettre certain 4% stock de débenture perpétuel consolidé devant être garanti comme principal et intérêt par "The Canadian Northern Railway Company," ainsi appelée pour par ladite convention et en général faire des affaires avec toutes autres choses ayant rapport à la convention et garanties ci-dessus mentionnées.

R. P. ORMSBY,
Assistant-Secrétaire.

Toronto, 1^{er} avril 1912. 1475

Avis de Faillites

District de Trois-Rivières.

Dans l'affaire de Louis Lavoie, La Tuque, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 22 avril 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 3 avril 1912. 1471

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. A. Brault, Saint-Alexis, P. Q., Insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 20 avril 1912, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83, rue Craig Ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureau : 408, Edifice "Power".
Montréal, 2 avril 1912. 1449

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 103.

Dame Marie Pelletier, of the town of Victoriaville, district of Arthabaska, wife of Amable Fortin, laborer, of the town of Victoriaville, duly authorised to sue in law, Plaintiff ;

vs

The said Amable Fortin, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, the 26th day of March, 1912.

WILFRID LALIBERTE,
Attorney for plaintiff.

Arthabaska, 26th March, 1912. 1454

THE QUEBEC AND LAKE SAINT JOHN RAILWAY COMPANY.

Notice is hereby given that a special general meeting of the shareholders of The Quebec and Lake Saint John Railway Company, will be held in the Company's Office, Saint Andrews Terminus, Saint Andrews street, in the city of Quebec, on the 30th day of April, 1912, at the hour of eleven o'clock in the forenoon, for the purpose of considering an agreement made between the company and The Railway Share Trust & Agency Company, Limited and The Canadian Northern Railway Company with regard among other things to the exchange of certain securities heretofore issued by the company for certain new securities to be issued by the company and guaranteed by The Canadian Northern Railway Company, and if thought fit of confirming the same ; also for the purpose of considering the advisability of authorizing and if thought fit of authorizing the directors of the company to issue certain 4% perpetual consolidated debenture Stock to be guaranteed as to principal and interest by The Canadian Northern Railway Company, as called for by the said agreement and generally to deal with any other matters relating to the agreement and the securities above referred to.

R. P. ORMSBY,
Assistant Secretary.

Toronto, 1st April, 1912. 1476

Bankrupt Notices

District of Three Rivers.

In the matter of Louis Lavoie, La Tuque, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 22nd April, 1912, after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 3rd April, 1912. 1492

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*

In the matter of J. A. Brault, Saint-Alexis, P. Q., Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 20th April, 1912, after which date this dividend will be payable at my office, 83, Craig street West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office : 408, "Power" Bldg.
Montreal, 2nd April, 1912. 1450

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende a été déclaré dans l'affaire de Arthur Bourassa, de Québec, contracteur, insolvable, et sera payable le ou après le 22 avril 1912.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Curateurs conjoints.

Québec, 4 avril 1912.

1481

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende a été déclaré dans l'affaire de J. A. Jauvin, de Plessisville, maintenant en lieu inconnu, marchand, insolvable, et sera payable le ou après le 22 avril 1912.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Gardiens et curateurs.

Québec, 4 avril 1912.

1483

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de J. E. Germain, marchand, de Montréal, Insolvable.
Avis est par le présent donné que, le 29^e jour de mars 1912, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du ci-dessus failli.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains sous un mois de cette date.

EUGENE PREVOST,
RODOLPHE BEDARD,
Curateurs conjoints.

Bâtisse Liverpool & London & Globe,
112, rue Saint-Jacques,

Montréal, 4 avril 1912.

1487

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de Frank Richard, Montréal, Qué., Absent et failli.

Avis est par le présent donné que, par jugement de la cour supérieure, pour le district de Montréal, rendu le 2^e jour d'avril 1912, j'ai été nommé gardien provisoire des biens du susdit failli et absent.

JOSEPH DESAUTELS,
Gardien provisoire.

14, Place Philipps, Montréal,
Montréal, 3 avril 1912.

1451

District de Beauce.

Dans l'affaire de N. Morin & Cie, Lambton, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 29 mars 1912, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 3 avril 1912.

1469

District de Chicoutimi.

Dans l'affaire de Hubert Keroack, Chambord, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 30 mars 1912, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 3 avril 1912.

1467

Notice is hereby given that a first and final dividend has been declared in the matter of Arthur Bourassa, of Quebec, contractor, insolvent, which will be payable on or after the 22nd April, 1912.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Joint curators.

Quebec, 4th April, 1912.

1482

Notice is hereby given that a first and final dividend has been declared in the matter of J. Jauvin, of Plessisville, now of parts unknown, merchant, insolvent, which will be payable on or after the 22nd April, 1912.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Guardians and curators.

Quebec, 4th April, 1912.

1484

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of J. E. Germain, merchant, of Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that, on the 29th day of March, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named insolvent.

Claims duly sworn to must be filed with us within one month from this date.

EUGENE PREVOST,
RODOLPHE BEDARD,
Joint curators.

Liverpool & London & Globe Bldg,
112, Saint James street,

Montreal, 4th April 1912.

1488

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Frank Richard, Montreal, Que., Absentee and insolvent.

Notice is hereby given that, by a judgment of the superior court, for the district of Montreal, rendered on the 2nd day of April, 1912, I have been appointed provisional guardian to the property belonging to the above named insolvent and absentee.

JOSEPH DESAUTELS,
Provisional guardian.

14, Phillips Place, Montreal.
Montreal, 3rd April 1912.

1452

District of Beauce.

In the matter of N. Morin & Cie, Lambton, Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 29th March, 1912, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 3rd April, 1912.

1470

District of Chicoutimi.

In the matter of Hubert Keroack, Chambord, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 30th March, 1912, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
Quebec, 3rd April, 1912.

1468

District de Chicoutimi.

Roger Laroche, Chambord, comté de Chicoutimi, marchand, a, le 1er avril 1912, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Chicoutimi, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 3 avril 1912. 1465

District de Gaspé.

Gauthier, Arsenault & Cie, New Richmond Station, comté de Gaspé, marchands, ont, le 3 avril 1912, fait cession judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Gaspé, conformément à la loi.

J. E. P. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 3 avril 1912. 1463

Province de Québec, }
District d'Arthabaska, } *Cour Supérieure.*
No 265

Dans l'affaire de Joseph Daigle, commerçant, de la ville de Thetford Mines, Insolvable.

Avis est donné que, ce jour, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Joseph Daigle, qui a fait une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, devront être produites entre mes mains, dans les trente jours de cet avis.

J. ANDRÉ BOUCHER,
Thetford Mines, P. Q.

Daté ce 1er avril 1912. 1461

Vente de Faillite

Dans l'affaire de J. E. Dumais & Frère, marchands de chaussures, ville de la chute Shawinigan, comté de Saint-Maurice.

Vente à l'encan public VENDREDI, le 12 AVRIL courant, à 11 heures A. M., au magasin du failli, ville de Shawinigan.

Le magasin sera ouvert pour inspection le 11 avril 1912.

H. CARIGNAN,
Curateur.

Bureau : 2ème étage de la banque Hochelaga.
Trois-Rivières, 1er avril 1912. 1457

En Liquidations

Province de Québec, }
District de Québec, } *Cour Supérieure.*
No 1715.

D'après la loi des liquidations.

Re La Compagnie Immobilière Champlain Limitée,
En liquidation.

Avis est par les présentes donné que suivant ordonnance, rendue le 3 avril 1912, par l'honorable juge L. J. Cannon, seront vendus par encan public à nos bureaux, No 93, rue Saint-Pierre, à Québec, MARDI, le 30 AVRIL 1912, à 10 heures a. m., la propriété du théâtre "Orpheum" et le terrain vacant voisin en arrière du bureau de poste Saint-

District of Chicoutimi.

Roger Laroche, Chambord, Chicoutimi county, merchant, has, on the 1st of April, 1912, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street.
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec 3rd April, 1912. 1466

District of Gaspé

Gauthier, Arsenault & Cie, New Richmond Station, Gaspé county, merchants, have, on the 3rd of April, 1912 made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Gaspe, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 3rd April, 1912. 1464

Province of Québec, }
District of Arthabaska, } *Superior Court.*
No. 265.

In the matter of Joseph Daigle, of the town of Thetford Mines, trader, Insolvent.

Notice is hereby given that, on this date, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

J. ANDRÉ BOUCHER,
Thetford Mines, P. Q.

Dated this 1st April, 1912. 1462

Insolvent Sale

In the matter of J. E. Dumais & Frère, shoe dealer, Shawinigan Falls, Saint Maurice county.

Sale at public auction, FRIDAY, 12th APRIL, at 11 o'clock A. M.

Store open for inspection 11th April, 1912.

H. CARIGNAN,
Curator.

Office : 2nd floor of Hochelaga Bank.
Three Rivers, 1st April, 1912. 1458

In Liquidations

Province of Québec, }
District of Québec, } *Superior Court.*
No. 1715.

Under the "Winding up Act".

Re La Cie Immobilière Champlain, Ltée,
In liquidation.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment rendered 3rd April, 1912, by the Honorable judge L. J. Cannon, will be sold by public auction at our offices, No. 93, Saint Peter street, Quebec, on TUESDAY, 30th APRIL, 1912, at 10 o'clock, a. m., the Orpheum Theatre property, and the vacant lot adjoining same behind the Saint Roch's post

Roch, étant partie du lot 555-1 et une lisière provenant du lot 555-2 du quartier Saint Roch, de la cité Québec.

Lot 555-1.

Mesurant 43 pieds de front sur la rue Saint-Joseph, allant en rétrécissant jusqu'à la profondeur de 70 pieds, et de là s'étendant jusqu'à la rue Dorchester, et ayant alors environ 100 pieds de front, et de là s'étendant en rétrécissant jusqu'à la rue Saint-François, sur le front de laquelle le dit terrain a 98 pieds de front et par 115 pieds de profondeur, dans la ligne qui le sépare de Marceau & Fils, et 70 pieds dans la ligne qui le sépare du terrain du bureau de poste, et 48 pieds sur la rue Dorchester.

Partie lot 555-2.

Une certaine lisière de forme irrégulière, partant sur la rue Saint-Joseph, dans la ligne qui sépare le terrain de Marceau & Fils de celui du théâtre "Orpheum", là où la dite lisière de terrain vient rien, et allant en s'élargissant du côté ouest jusqu'à 36 pieds de profondeur, là où la dite lisière de terrain à 3½ de large, et de là s'étendant en rétrécissant jusqu'à la rue Saint-François, là où la dite lisière de terrain vient à rien, et ayant une superficie totale de 192 pieds, 6 pouces, mesure anglaise, plus ou moins.

Cette lisière de terrain est partie nord-est du lot numéro 555-2 du cadastre de Saint-Roch de Québec.

Et en outre tous les droits et charges de la compagnie en liquidation, qui peuvent exister en vertu d'un acte d'échange entre MM. C. O. Bédard et Marceau & Fils, en date du 26 novembre 1910. L. C. Jacques, N. P., enregistré le 10 décembre 1910, sous le numéro 134392.

Les dits terrains sont sujets à une rente annuelle de \$23.00, payable jusqu'au 29 septembre 1929, puis d'une rente de \$185 par année, payable du 1er mai 1930 à perpétuité.

CONDITIONS DE VENTE.

La mise à prix sera de \$35,000.00. Un dépôt de \$10,000.00 sera fait sur adjudication et la balance du prix de vente sera payable lors de la signature de l'acte de vente, le délai ne devant pas excéder 30 jours.

L'acheteur ayant l'avantage d'assumer l'obligation en faveur de MM. Ls. Drouin *et al.*, si ceux-ci y consentent ou s'ils ne font pas valoir de raisons valables comme quoi ils ont droit à la remise de leur capital sur le prix de vente.

La dite vente sera faite en vertu de, et en conformité aux articles 7552 et suivants des statuts refondus de Québec, 1909, et devant avoir l'effet du décret.

Copie des actes de vente, titres et certificat du bureau d'enregistrement sont déposés à nos bureaux, 93, rue Saint-Pierre, Québec.

Les personnes suivantes ont depuis les trois dernières années possédé les immeubles.

Ls. Drouin *et al.*,
Aimé Bourgeois,
La Cie Immobilière Champlain, Ltée.
Alleyn Taschereau,
C. O. Bédard,
Marceau & Fils.

LARUE & TRUDEL,

1479

Liquidateurs.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No. 1715.

D'après la "Loi de liquidation".

Dans l'affaire de "La Cie Immobilière Champlain, Ltée," En liquidation.

Avis est par les présentes donné que, suivant ordonnance rendue le 3 avril 1912, par l'honorable juge L. J. Cannon, seront vendus par encan public à nos bureaux, No. 93, rue Saint-Pierre, à Québec, à 10 heures A. M., MARDI, le 30 AVRIL 1912.

office, being a part of lot 555-1 and a strip of land being part of lot 555-2 of Saint Roch's ward in the city of Quebec, of the following description.

Lot 555-1.

Measuring forty three feet frontage on Saint Joseph street, this measure reducing gradually to the depth of seventy feet and from there extending to Dorchester street, where it has one hundred feet frontage and from there gradually reducing to Saint François street, where it has a frontage of ninety eight feet, and by one hundred and fifteen feet deep at the line separating this property from Marceau & Fils, and seventy feet deep at the line separating same from the post office property with forty eight feet deep on Dorchester street.

Part of lot 555-2.

A certain strip of land of irregular shape starting on Saint Joseph street, at the line separating Marceau & Fils and the Orpheum Theatre where this strip of land comes to nothing, and widening itself on the western side to a depth of thirty six feet where this strip has three and one half feet wide and from there reducing gradually to Saint François street, where it comes to nothing, having a total area of one hundred and ninety two feet six inches, english measure, more or less. This strip of land is the north eastern part of lot 555-2 of the cadastre of Saint Roch de Québec.

Also all rights and charges which the above company in liquidation, may have in virtue of an act of exchange between C. O. Bédard and Marceau & Fils, dated 26th November, 1910, before L. C. Jacques, notary public, and registered on 10th December, 1910, under No. 134392.

The above mentioned are subjected to an annual rental of \$23.00, payable until 29th September, 1929, and of an annual perpetual rental of \$185.00, payable from 1st May, 1930.

CONDITION OF SALE.

The upset price will be \$35,000.00 and a deposit of \$10,000.00 will be required to be paid on adjudication, the balance to be payable when the deed of sale will be signed, the signing of this deed to be not later than thirty days after the sale.

The purchaser will have the privilege of assuming the mortgage presently existing in favor of Messrs. Ls. Drouin *et al.*, providing they give their assent to this and unless they can show cause why they should be paid the amount of their mortgage from the price of sale.

This sale will be made in virtue of and pursuant to articles 7552 and the following of the revised statutes of Quebec, 1909, and will have the same force and effect as if made by the sheriff.

Copies of the deeds of sales titles and of the registrar's certificate have been deposited at our offices, 93, Saint Peter street, Quebec.

The following parties have since the three preceding years owned the above properties.

Ls. Drouin *et al.*,
Aimé Bourgeois,
La Cie Immobilière Champlain Ltée.,
Alleyn Taschereau,
C. O. Bédard,
Marceau & Fils.

LARUE & TRUDEL,

1480

Liquidators.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1715.

Under the "Winding up Act".

In the matter of "La Cie Immobilière Champlain Ltée," In liquidation.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment rendered 3rd April, 1912, by the Honourable L. J. Cannon, the following will be sold by public auction at our office, No. 93, Saint Peter street, Quebec, on TUESDAY, 30th APRIL, 1912, at 10 o'clock a. m.

1° Propriété No 82, rue Saint-Bernard, cadastre No 2888, Saint-Sauveur, 3 logements, 40 pds front, sur 90 pds profondeur—avec bâtisses dessus construites.

A la charge d'une rente annuelle et constituée de quatorze piastres, (capital \$280.00), acquittée au 30 avril 1912.

Mise à prix \$4,200 ; hypothèque, \$2,500.

2° Terrain vacant, coin rue Saint-Ambroise et Rigaudville, étant le lot 3, de la subdivision 3 du lot original No 94 (3-94-3) de la paroisse N.-D. des Anges, de forme irrégulière ; borné au nord par le lot 3-94-4, au sud par la rue Saint-Ambroise, à l'est par la rue Rigaudville, et à l'ouest par le lot 3-94-2.

A la charge de partie de rente annuelle ($\frac{1}{3}$) de \$12.00, (capital \$400.00), acquittée au 29 septembre 1911.

Mise à prix \$100.00.

3° Propriété Nos 22 et 24, rue Rigaudville, 5 logements, cadastre 3-96, N.-D. des Anges, 38 pds front, sur 60 pds profondeur—avec bâtisses dessus construites.

A la charge d'une rente annuelle et constituée de \$9 00, (capital \$225.00), acquittée au 29 septembre 1911.

Mise à prix \$2,500, 1ère hypothèque \$2,000 00.

4° Propriété Nos 177 et 179, rue Saint-Germain, 2 logements, cadastre 1319-2, Saint-Sauveur, 18 pds 8 pcs front sur 65½ pds profondeur—avec bâtisses dessus construites.

A la charge d'une rente annuelle et constituée de six piastres, acquittée au 29 septembre 1911.

Mise à prix \$1,800.00 ; hypothèque \$1,500.00.

5° Propriété No 129, 6ème rue Limoilou, 2 logements, cadastre 98 508, Saint-Roch Nord, vingt-cinq pieds de front sur cent pieds de profondeur, superficie 2500 pds à peu près, mesure anglaise ; bornée au nord-ouest par lot 508-88 (ruelle), au nord-est par lot 508 97, au sud-est par lot 508-102, (6ème rue), et au sud-ouest par lot 508-99—avec bâtisses dessus construites.

Mise à prix \$2,500.00 ; hypothèque \$2,000.00.

6° Propriété No 116, rue Saint-Ambroise, 2 logements, cadastre 3-94-1, N.-D. des Anges, 21 5/6 pds front au sud 41 3/12 pds, à l'est, 34 8/12, à l'ouest et 20 pds au nord, superficie 778 pds—avec bâtisses dessus construites.

A la charge de partie de rente annuelle (1/3) de \$12.00, (capital \$400.00) acquittée au 29 septembre 1911.

Mise à prix \$1500.00 Hypothèque \$1200.00.

7° Propriété No 60, rue Saint-Léon, 2 logements cadastre 2102-162, Saint-Sauveur, 35 pds front sur 70 profondeur—avec bâtisses dessus construites.

A la charge d'une rente annuelle et constituée de \$10.00 acquittée au 29 septembre 1911.

Mise à prix \$1,350 00. Hypothèque \$1,000 00.

8° Propriété No 3-5, rue Rigaudville, 5 logements, cadastre 83-3, N.-D. des Anges, 35 pds front 60 pds profondeur—avec bâtisses dessus construites.

A la charge d'une rente annuelle de neuf piastres (capital \$225.00), acquittée au 29 septembre 1911.

Mise à prix, \$4,000.00. Hypothèque \$3,000.00.

9° Propriété Nos 42-44, rue Marie-Louise, 2 logements, cadastre 2341c-205, Saint-Sauveur, 43 pds front, 70 pds profondeur—avec bâtisses dessus construites.

A la charge d'une rente annuelle et constituée de douze piastres, acquittée au 30 avril 1912.

Mise à prix, \$1,400.00, Hypothèque \$1,000.00.

10° Les droits de la compagnie en liquidation, représentant la balance d'un montant dû par M. Louis Guay, de Québec, tanneur, en vertu d'un acte de vente daté le 5 juin 1909, payable \$57.00 par mois, garanti par privilège du bailleur de fonds,

1. Property No. 82, Saint Bernard street, cadastral No. 2288, Saint Sauveur, three dwellings forty feet frontage by ninety feet deep—with buildings thereon. Subject to an annual ground rental of \$14.00 (capital \$280.00), paid to 30th April, 1912.

Upset price \$4,200.00; mortgage \$2,500.00.

2. Vacant lot, corner Saint Ambroise and Rigaudville, being lot No. 3, of subdivision No. 3 of original lot No. 94 (3-94-3), of the parish of N. D. des Anges, of irregular shape ; bounded to the north by lot No. 3-94-4, to the south by Saint Ambroise street, to the east by Rigaudville street, and to the west by lot No. 3-94-2. Subjected to part of an annual ground rental, ($\frac{1}{3}$) of \$12.00 (capital \$400.00) paid to 29th September, 1911.

Upset price \$100 00.

3. Property Nos. 22 and 24, Rigaudville street, five dwellings, cadastral No. 3-96, N. D. des Anges, Thirty eight feet frontage by sixty feet deep,—with buildings thereon. Subjected to an annual ground rental of \$9 00 (capital \$225.00) paid to 20th September, 1911.

Upset price \$2,500.00. First mortgage \$2,000.00.

4. Property Nos. 177 and 179, Saint Germain street, two dwellings, cadastral No. 1319-2, Saint Sauveur, eighteen feet eight inches frontage by sixty five and one half feet deep — with buildings thereon.

Subject to an annual ground rental of \$6 00 paid to 29th September, 1911.

Upset price \$1,800.00. Mortgage \$1,500.00.

5. Property No. 129, 6th street, Limoilou, two dwellings, cadastral No. 98 508, Saint Roch North, twenty five feet frontage by one hundred feet depth, approximative area two thousand five hundred square feet, english measure ; bounded on the north west by lot 508-88 (Lane), on the north east by lot 508-97, on the south east by lot 508-102 (5th street) and on the south west by lot 508-99—with buildings thereon.

Upset price \$2,500.00. Mortgage \$2,000.00.

6. Property No. 116, Saint Ambroise street, two dwellings, cadastral No. 3-94-4, N.-D. des Anges, twenty one and five sixths feet frontage on the south forty one and three twelfths feet on the east, thirty four and eight twelfths on the west and twenty feet on the north west an area of seven hundred and seventy eight feet — with buildings thereon.

Subject to part of an annual ground rental 1/3 of \$12.00 (capital \$400.00), paid, to 29th September, 1911.

Upset price \$1,500 00. Mortgage \$1,200.00.

7. Property No. 60, Saint Léon street, two dwellings, cadastral No. 2102-162, Saint Sauveur, thirty five feet frontage by seventy feet deep—with buildings thereon.

Subjected to an annual ground rental of \$10.00, paid to 27th September, 1911.

Upset price \$1,350. Mortgage \$1,000.00.

8. Property Nos. 3-5 Rigaudville street, five dwellings, cadastral No. 83-3, N. D. des Anges, thirty five feet frontage by sixty feet deep—with buildings thereon.

Subjected to an annual ground rental of \$9.00 (capital \$225.00), paid to 29th September, 1911.

Upset price \$4,000 00. Mortgage \$3,000.00.

9. Property Nos. 42-44, Marie-Louise street, two dwellings, cadastral No. 2341c-205, Saint-Sauveur, forty feet frontage, by seventy feet deep—with buildings thereon.

Subjected to an annual ground rental of \$12.00, paid to 30th April, 1912.

Upset price \$1,400.00. Mortgage \$1,000.00.

10. The rights of the company in liquidation representing the balance of an amount due by Mr. Louis Guay, of Quebec, tanner, in virtue of a deed dated 5th June, 1909, payable \$57.00 per month, guaranteed by privilege of the " bailleur de fonds ",

et affectant les propriétés portant les numéros 2176-77-78 et 2179 du cadastre officiel de Saint-Sauveur de Québec.

Hypothèque, \$5,000.00.

CONDITIONS DE VENTE.

Vente sujette aux beaux existants et à ceux contractés pour l'année 1912-13. Propriétés libres d'ar-rérages de taxes ou de rentes seigneuriales jusqu'à la dernière échéance.

25% sera payé sur adjudication, la balance lors de la signature de l'acte d'achat, le délai ne devant pas excéder 30 jours.

L'acheteur aura l'avantage d'assumer les obligations existantes, si les créanciers hypothécaires y consentent ou s'ils ne font pas valoir des raisons valables, comme quoi, ils ont droit à la remise de leur capital sur le prix de vente.

L'acquéreur prendra possession de suite et la balance du prix d'achat portera intérêt à 6% du jour de la vente.

La dite vente sera faite en vertu et en conformité aux articles 7552 et suivants des statuts refon-dus de Québec, 1909, et devant avoir l'effet du écret.

Copie des actes de vente et des titres et le certi-ficat du bureau d'enregistrement sont déposés à nos bureaux.

Les personnes suivantes ont possédé les immeu-bles pendant les trois dernières années.

No 1. Les Ursulines de Québec, Cléophas Bro-drigue, La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

No 2. Ad. Trudel & Cie, La Cie Immobilière Champlain, Ltée, Hôpital Général.

No 3. J. Arthur Vézina, Roméo Côté, Ad. Tru-del & Cie, La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

No 4. Dr Zéphirin Giasson, Ad. Trudel & Cie, La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

No 5. Octave Bédard, Quebec Land Co, La Cie Immobilière Champlain, Ltée

No 6. C. J. Laberge, L'Hôpital Général, La Cie Immobilière Champlain, Ltée, Ad. Trudel & Cie.

No 7. La Cie Immobilière Champlain, Ltée. Edouard Cantin, Mme Camille Boulanger Cantin, L'Hôtel Dieu du Sacré-Cœur.

No 8. La Cie Immobilière Champlain, Ltée, Mme Marie B. Daigle, L'Hôpital Général.

No 9. Héritiers Tourangeau, George Vallières, La Cie Immobilière Champlain Ltée.

No 10. La. J. Guay, Les Ursulines de Québec, La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

LARUE & TRUDEL,

1477

Liquidateurs.

Ordre de Cour

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour de Circuit.*
No 19339.

Le 3 avril 1912.

P. A. Masson, Demandeur ;

vs

Lorenzo Robitaille, de Montréal, Défendeur ;

et

L. E. Bachand, Tiers-saisi.

Sur ordre de cette cour, vu l'obligation de l'in-solvabilité de Lorenzo Robitaille, de Montréal, dit district, défendeur, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclama-tions, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du greffier de cette cour, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la "Gazette Officielle de Québec", conformément aux articles 673 et 674 C. P. C.

P. A. ARCHAMBAULT,

1455 Greffier de la cour de circuit de Montréal.

and affecting properties bearing numbers 2176-77-78 and 2179, of the official cadastre of Saint-Sau-veur de Quebec.

Mortgage \$5,000.00.

CONDITIONS OF SALE.

Sales subjected to existing leases and to those contracted for the year 1912-13. Properties free from arrears of tax s and ground rentals to the last term.

Twenty five per cent will be required to be paid on adjudication, the balance of the time of the signing of the deed, this to be done no later than thirty days after the sale.

The buyers will have the privilege of assuming the existing mortgages if the mortgages agree to this or unless they can show cause why they should be paid their capital from the price of sale.

The buyers will have to take possession at once and the balance of the purchase price will carry interest at the rate of 6% from the date of the sale.

The said sale will be made in virtue of and pur-suant to articles 7552 and the following of the revised statutes of Quebec, 1909, and will have the same force and effect as if made by the sheriff.

Copies of the deed of sale, titles and of the registrar certificate have been deposited at our office.

The following parties have since the three pre-ceeding years owner the above :

No. 1. Les Ursulines de Québec, Cléophas Bro-drigue, La Cie Immobilière Champlain Ltée.

No. 2. Ad. Trudel & Cie, L'Hôpital Général, La Cie Immobilière Champlain Ltée.

No. 3. J. Arthur Vézina, Roméo Côté, Ad. Trudel & Cie., La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

No. 4. Dr. Zéphirin Giasson, Ad. Trudel & Cie., La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

No. 5. Octave Bédard, Québec Land, La Cie Im-mobilière Champlain, Ltée.

No. 6. C. J. Laberge, l'Hôpital Général, Ad. Trudel & Cie, La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

No. 7. Edouard Cantin, Mme Camille Boulanger Cantin, l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur, La Cie Immo-bilière Champlain, Ltée.

No. 8. Mme Marie B. Daigle, l'Hôpital Général, La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

No. 9. heirs Tourangeau, George Vallières, La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

No. 10. La. J. Guay, Les Ursulines de Québec, La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

LARUE & TRUDEL,

1477

Liquidateurs.

Order of the Court

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Circuit Court.*
No 19339.

The 3rd April, 1912.

P. A. Masson, Plaintiff ;

vs

Lorenzo Robitaille, of Montreal, Defendant ;

and

L. E. Bachand, "Tiers-saisi."

According to an order of this court, pursuant to an allegation of the insolvability of Lorenzo Robi-taille, of Montreal, said district, defendant, the said defendant's creditors who have not filed their reclamations, are now called upon to file same to the clerk of this court in Montreal, within fifteen days from the first publication of the present no-tice in the "Official Gazette of Quebec", in confor-mity with articles 673 and 604 C. P. C.

P. A. ARCHAMBAULT,

1456

Clerk of the circuit court of Montreal.

Index de la Gazette Officielle de Québec No 14.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Baribeau vs Picard.....	773
" Coates vs Olson.....	773
" Dufour vs Boileau.....	775
" Frégeau vs Caron.....	774
" Kindelston vs Kleiner.....	773
" Lamarche vs Roy.....	773

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—
Dme Leblanc vs Dureau, 774 ; Dion vs Lemieux, 774 ; Jutras vs Cardinal, 774 ; Racine vs Quesnel, 772.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 753.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SPÉCIALE :—Cie du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, 789.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 770 ; Conseil législatif, 769.

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE :—Paroisse de Saint-Alphonse de Winslow, 787.

COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES OPÉRATIONS :—International Securities Coy, Ltd, 757 ; The Three Castels Lead Coy, Ltd, 757.

COMPAGNIES LICENCIÉES :—Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Sainte-Hénéline, 757 ; Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la municipalité de la paroisse de Saint-Valier, 757 ; Goodwins, Ltd, Mutual Aid Association, 787 ; Le Syndicat National des Capitaines de Bateaux à Vapeur, Société de Secours Mutuels, 757.

ERRAUM :—Page 693, 23 mars et 714, 30 mars, 772.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Archambault.....	776
Arsenault & Cie.....	791
Bourassa.....	790
Brault.....	789
Brien.....	776
Daigle.....	791
Germain.....	790
Gingras.....	775
Jauvin.....	790

LETTRES PATENTES :—

Amiot, Lecours & Larivière, incorporée.....	785
Association Artistique & Athlétique Ahuntsic Itée.....	760
Compagnie France & Canada.....	763
Cie Ravoux & Alain, Itée.....	786
L'Association des Marchands Tailleurs de la cité et du district de Montréal.....	762

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—C. Meredith & Coy, Ltd, 758 ; La Vigie, 767.

LIQUIDATIONS :—La Cie Immobilière Champlain, Itée, 791 ; La Cie de Biscuits de Rimouski, 777 ; The Boston Asbestos Coy, 777.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demande d'annexer ou d'ériger :—Rivière Bleue, 768 ; Robertsonville, 768 ; Saint-Anselme, 768 ; Saint-Ray-

Index of the Quebec Official Gazette, No. 14.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Lemieux vs Ouellette.....	773
" Love vs Cowper.....	774
" Pelletier vs Fortin.....	789
" Smith vs Wheeler.....	773
" Thibault vs Brisebois.....	774

ACTION IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—
Dme Leblanc vs Dureau, 774 ; Dion vs Lemieux, 774 ; Jutras vs Cardinal, 774 ; Racine vs Quesnel, 772.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, etc, 753.

SPECIAL GENERAL MEETING :—Quebec and Lake Saint John Railway Coy, 789.

PRIVATE BILLS P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, ; 770 Legislative Council, 769.

FARMER'S CLUB, FORMATION OF :—Parish of Saint Alphonse de Winslow, 787.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—International Securities Coy, Ltd, 757 ; The Three Castels Lead Coy, Ltd, 757.

LICENCED COMPANIES :—Mutual Fire Insurance Company of the municipality of the parish of Sainte Hénéline, 757 ; Mutual Fire Insurance Company of the municipality of the parish of Saint Valier, 757 ; Goodwins, Ltd, Mutual Aid Association, 787 ; Le Syndicat National des Capitaines de Bateaux à Vapeur, Société de Secours Mutuels, 757.

ERRATUM —Page 693, 23rd March and 714, 30th March, 772.

FAILLIS —INSOLVENTS

Keroack.....	790
Larivière.....	775
Lavoie.....	789
McGlashan.....	786
Michaud.....	775
Morin & Cie.....	790
Richard.....	790
Stewart.....	776

LETTRES PATENTES :—

La Cie de Sable Union Itée.....	759
La Cie Lafiteau de Ginseng Canadien, Itée.....	761
La Cie du Parc Central Lachine, Itée.....	788
Prêt Immobilier, Itée.....	766
Riverdale Park, Ltd.....	777
R. F. Cream, Itée.....	760
The Royal Trust Realty Coy.....	764

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—C. Meredith & Coy, Ltd, 758 ; La Vigie, 767.

LIQUIDATIONS :—La Cie Immobilière Champlain, Itée, 791 ; La Cie de Biscuit de Rimouski, 777 ; The Boston Asbestos Coy, 777.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Application to annex or erect :—Rivière Bleue, 768 ; Robertsonville, 768 ; Saint Anselme, 768 ; Saint Raymond

mond paroisse—Saint-Raymond village, 768 ; Sainte-Flore, 708 ; Saint-Boniface de Shawinigan, 759.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES ANNEXÉES OU ÉRIÉGÉES :—
Saint-Agapitville, 787.

NOMINATIONS : —

Conseiller municipal :—Francis Caouette, 753.

Cour des Commissaires :—Sainte-Agathe des Monts, 754 ; Ham Nord, 754.

Juges de paix :—Louis E. Parent, 753 ; Montréal, 784 ; Saint-François, 785 ; Trois Rivières, 785 ; Chicoutimi, 785 ; Montmagny, 785.

Membre du Conseil de l'Instruction Publique :—Patrick Martin Wickham, 753.

Régistrateur :—Ferd. Chagnon Larose, 785.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—
Par J. E. Marcil, 758 ; Par Jos. Eug. Edgar Laliberté, 758 ; J. A. Lussier, 768 ; Joseph Marie Savignac, 768.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉES :—En faveur de Edouard Archambault, 758.

ORDRES DE COUR :—Gross vs Chartrand, 778 ; Masson vs Robitaille, 794.

PROCLAMATION :—Canton Bouchette, division Wright, 754.

REQ-ÊTE :—Verdun Baptist Church, 776.

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—Dominion Express Companies, 775.

VENTE DE FAILLITE :—Du nais & frère, 791.

VENTE PAR LICITATION :—Dme Paquet vs Dme Pinsonneault, 778.

VENTES PAR LES SHERIFFS

ARTHABASKA :—Fréchette vs Morin, 779 ; Smith vs Duval, 779.

BEAUCE :—Veilleux vs Beaulieu, 780.

CHICOUTIMI :—Gagnon, Garant vs Langevin, 780 ; La Société de Construction Permanente de Québec vs Bergeron, 781.

MONTREAL :—Austin vs Bishop es-qual, 782 ; Fortier vs Viens, 781.

RIMOUSKI :—Banville et al vs Otis, 782 ;

SAGUENAY :—Michaud vs Lavoie, 782.

SAINT-FRANÇOIS :—Dme Desorcy vs Dupuis, 783 ; Pigeon vs Bégin, 783.

TROIS RIVIÈRES :—Lachance (Dme) vs Marchand, 784.

QUÉBEC :—Imprimé par LOUIS V. FILTEAU, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

parish—Saint Raymond village, 768 ; Sainte Flore, 768 ; Saint Boniface de Shawinigan, 769.

SCHOOL MUNICIPALITIES ANNEXED OR ERECTED :—
Saint Agapitville, 787.

APPOINTMENTS :—

Municipal Councillor :—Francis Caouette, 753.

Commissioner's Court :—Sainte Agathe des Monts, 754 ; Ham North, 754.

Justices of the peace :—Louis E. Parent, 753 ; Montreal, 784 ; Saint Francis, 785 ; Three Rivers, 785 ; Chicoutimi, 785 ; Montmagny, 780.

Member of the Council of Public Instruction :—Patrick Martin Wickham, 753.

Registrar :—Ferd. Chagnon Larose, 785.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—
By J. E. Marcil, 758 ; by Jos. Eug. Edgar Laliberté, 758 ; J. A. Lussier, 768 ; Joseph Marie Savignac, 768.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—
In favor of Edouard Archambault, 758.

ORDERS OF COURT :—Gross vs Chartrand, 778 ; Masson vs Robitaille, 794.

PROCLAMATION :—Township Bouchette, division Wright, 754.

PETITION :—Verdun Baptist Church, 775.

SALE OF UNCLAIMED GOODS :—Dominion Express Companies, 775.

INSOLVENT SALE :—Dumais & Frère, 791.

SALE OF LICITATION :—Dme Paquet vs Dme Pinsonneault, 778.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Fréchette vs Morin, 779 ; Smith vs Duval, 779.

BEAUCE :—Veilleux vs Beaulieu, 780.

CHICOUTIMI :—Gagnon, Garant vs Langevin, 780 ; La Société de Construction Permanente de Québec vs Bergeron, 781.

MONTREAL :—Austin vs Bishop es-qual, 782 ; Fortin vs Viens, 781.

RIMOUSKI :—Beauville et al vs Otis, 782.

SAGUENAY :—Michaud vs Lavoie, 782.

SAINT FRANCIS :—Dme Desorcy vs Dupuis, 783 ; Pigeon vs Bégin, 783.

THREE RIVERS :—Lachance (Dme) vs Marchand, 784.

QUÉBEC :—Printed by LOUIS V. FILTEAU, Printer to His Most Excellent Majesty the King.

29th - 789

v foto

9 mai